



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 DECEMBRE 1898.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4039

#### BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 29 novembre 1898.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'appeler l'honorable John Charles James Sarsfield McCorkill, avocat, de Cowansville, comté de Missisquoi, au Conseil Législatif de la province de Québec, pour représenter la division de Bedford, en remplacement de l'honorable Thomas Woods, décédé.

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

#### Nominations

#### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 novembre 1898.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 28 novembre (1898), de nommer M. Alfred Boivin, conseiller de la municipalité de Saint-Thomas d'Aquin, comté du Lac Saint-Jean, en remplacement de M. Joseph Brassard, dont la charge est devenue vacante, et ce conformément à l'article 320 du code municipal.

4409

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd DECEMBER, 1898.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4040

#### OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 29th November, 1898.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to call the Honorable John Charles James Sarsfield McCorkill, advocate, of Cowansville, county of Missisquoi, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of Bedford, instead of the Honorable Thomas Woods, deceased.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.

4408

#### Appointments

#### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 28th November, 1898.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 28th of November, 1898, Mr. Alfred Boivin, councillor for the municipality of Saint Thomas d'Aquin, county of Lake Saint John, to replace Mr. Joseph Brassard, whose office has become vacant, and this pursuant to article 320 of the municipal code.

4410

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 28 novembre dernier (1898), de faire les nominations suivantes, savoir :

*Commissaires d'écoles.*

Comté de Beauce—Saint-Charles de Spaulding.—M. Georges Grenier, en remplacement de M. Joseph Lachance, démissionnaire.

Comté de Portneuf—Bois de l'Ail.—M. Eudger Leclerc, en remplacement de M. Hector Latulippe, décédé.

Comté de Nicolet—Saint-Samuel.—M. Edmond Vignault, en remplacement du Rév. M. Cardin, démissionnaire. 4423

## Proclamation

Canada  
Province de }  
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf—

SALUT.

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit SEPTIEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles ont apposé le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

4477

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 28th of November last, (1898), to make the following appointments, to wit :

*school Commissioners.*

County of Beauce—Saint Charles de Spaulding.—Mr. Georges Grenier, to replace Mr. Joseph Lachance, resigned.

County of Portneuf—Bois de l'Ail.—Mr. Eudger Leclerc, to replace Mr. Hector Latulippe, deceased.

County of Nicolet—Saint Samuel.—Mr. Edmond Vignault, to replace the Rev. M. Cardin, resigned. 4424

## Proclamation

Canada,  
Province of }  
Quebec. }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JANUARY, one thousand eight hundred and ninety-nine—GREETING.

## PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the TWELFTH day of the month of JANUARY next, so that neither you nor any of you, on the said SEVENTH day of the month of JANUARY next, at our city of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do, act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clark of the Crown in Chancery,  
Quebec.

4478

## Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de novembre courant, constituant en corporation Henri Albert Robert, comptable; Trefflé Dubreuil, comptable; Joseph Onésime Labrecque, marchand; Joseph Bélanger, comptable; Eugène Euclide Lépine, comptable; Guillaume Louis Moncel, comptable; Louis Laberge, médecin hygiéniste; François Charles Laberge, ingénieur civil, et Charles Avila Wilson, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes: encourager l'art et la pratique des jeux athlétiques et sportifs en général et particulièrement l'établissement d'un patinoir à Montréal et ailleurs dans la province de Québec; d'acquérir des immeubles et d'y construire des bâtiments propres à l'objet plus haut mentionné, de les aliéner et de les échanger; de s'adjoindre des membres honoraires et souscripteurs et de percevoir de ces derniers des souscriptions périodiques ou autres sujets aux règlements de la dite compagnie sous le nom de "L'Association Athlétique d'Amateurs Le Montagnard," avec un fond social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000) divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de novembre 1898.

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

4425

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste:  
Adj. 6707.

*Lytton.*

Lot 41, du 4e rang, à Pierre Henrie.

Lot 41, du 3e rang, à William Baird.

*Aumond.*

Lot 7, du 3e rang, à Michael White.

*Egan.*

Lots 36 et 37, du 6e rang, à Jos. Eugène McAuley.

*Sicotte.*

Lots 5 et 6, du 4e rang, à Wm. James Prestley.

E. E. TACHÉ,  
Assistent-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 25 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste:  
Adj. 6708.

*Winslow.*

Lots 1 et 2, du 1er rang S. O., à Alfred Baubien.

## Government Notices

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November instant, incorporating Henri Albert Robert, accountant; Trefflé Dubreuil, accountant; Joseph Onésime Labrecque, merchant; Joseph Bélanger, accountant; Eugène Euclide Lépine, accountant; Guillaume Louis Moncel, accountant; Louis Laberge, doctor hygienist; François Charles Laberge, civil engineer, and Charles Avila Wilson, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, to wit: to encourage the art and practice of athletic sports generally and specially the establishment of a skating rink at Montreal and elsewhere in the province of Quebec, to acquire real estate and erect on it buildings suitable for the above purposes, to convey and exchange them, to associate to themselves honorary or subscribing members and to collect from the latter periodical or other subscriptions, subject to the by-laws of the said company, under the name of "L'Association Athlétique d'Amateurs Le Montagnard" with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the Secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of November, 1898.

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.

4426

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:  
Adj. 6707.

*Lytton.*

Lot 41, in the 4th range, to Pierre Henrie.

Lot 41, in the 3rd range, to William Baird.

*Aumond.*

Lot 7, in the 3rd range, to Michael White.

*Egan.*

Lots 36 and 37, in the 6th range, to Jos. Eugène McAuley.

*Sicotte.*

Lots 5 and 6, in the 4th range, to Wm. James Prestley.

E. E. TACHÉ,  
Assist.-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 25th November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:  
Adj. 6708.

*Winslow.*

Lots 1 and 2, in 1st range S. W., to Alfred Baubien.

Lots 3 et 4, du 1er rang S. O., à Nicholas Beau-  
bien.

Lots 5 et 6, du 1er rang N. E., à Adolphe Bou-  
cher.

Lot 11, du 4e rang N. O., à Joseph Bourque.

E. E. TACHE,

Département des Terres, Assistant-commissaire.  
Forêts et Pêcheries.

Québec, 28 novembre 1898. 4395

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi,  
art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours  
après l'affichage du présent avis, le commissaire des  
Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et  
permis d'occupation des terres publiques, dont suit  
une liste :

Adj. 6705.

Howard.

Lot 21, du 6e rang, à Hormisdas Valiquette.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.

Québec, 19 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi,  
art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours  
après l'affichage du présent avis, le commissaire des  
Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et  
permis d'occupation des terres publiques, dont suit  
une liste :

Adj. 6706.

Joly.

Lot 7, du rang H, à Narcisse Beaudoin.  
Lot 8, " " Ulric Ducharme.  
Lot 9, " " Elie Ducharme.  
Lot 10, " " Elie Ducharme.  
Lot 11, " " Edouard Ducharme.  
Lot 12, " " Moïse Demers.  
Lot 16, " " Joseph Ménard.  
Lot 17, " " Joseph Ménard.  
Lot 18, " " Jules Ménard.

E. E. TACHE,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.

Québec, 23 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi,  
art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours  
après l'affichage du présent avis, le commissaire des  
Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et  
permis d'occupation des terres publiques, dont suit  
une liste :

Canton Ashburton.

Rang A.

Lot 23, à Jacques Chouinard.

Lot 24, à P. Bélanger.

Canton Lafontaine.

Rang A.

Lot 50, à Wilf. Fortin.

Lot 51, à Jos. Cloutier.

Canton Patton.

Lot 10, du 5e rang, à Jos. Fortin.

Lot 10, du 7e rang, à Jos. Fortin.

Lots 3 and 4, in 1st range S. W., to Nichola<sup>s</sup>  
Beaubien.

Lots 5 and 6, in 1st range N. E., to Adolphe  
Boucher.

Lot 11, in 4th range N. W., to Joseph Bourque.

E. E. TACHÉ,

Department of Lands, Assistant Commissioner.  
Forests and Fisheries.

Quebec, 28th November, 1898. 4396

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art.  
1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days  
after the posting of this notice, this commissioner of  
Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales  
and locations of the public lands mentioned in the  
following list :

Adj. 6705.

Howard.

Lot 21, in the 6th range, to Hormisdas Vali-  
quette.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.

Quebec, 19th November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art.  
1283 and following of the R. S. Q., that 60 days  
after the posting of the notice, the commiss oner of  
Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales  
and locations of the public lands mentioned in the  
following list :

Adj. 6706.

Joly.

Lot 7, in range letter H, to Narcisse Beaudoin.  
Lot 8, " " Ulric Ducharme.  
Lot 9, " " Elie Ducharme.  
Lot 10, " " Elie Ducharme.  
Lot 11, " " Edouard Ducharme.  
Lot 12, " " Moïse Demers.  
Lot 16, " " Joseph Ménard.  
Lot 17, " " Joseph Ménard.  
Lot 18, " " Jules Ménard.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.

Quebec, 23rd November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art.  
1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days  
after the posting of the notice, the commissioner of  
Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales  
and locations of the public lands mentioned in the  
following list :

Township Ashburton.

Range A.

Lot 23, to Jacques Chouinard.

Lot 24, to P. Bélanger.

Township Lafontaine.

Range A.

Lot 50, to Wilf. Fortin.

Lot 51, to Jos. Cloutier.

Township Patton.

Lot 10, of 5th range, to Jos. Fortin.

Lot 10, of 7th range, to Jos. Fortin.

*Canton Montminy.*  
Lot 16, du 6e rang S. O., à La Blais.

*Canton Forsyth.*  
Lot 26 du 4e rang, à F. Richard.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 23 novembre 1898.

4311-2

## PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SENAT ET DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES  
AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,  
3799 Greffier de la Chambre des Communes.

## RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

## ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
3797 Greffier du Sénat.

*Township Montminy.*  
Lot 16, of 6th range S. W., to La Blais.

*Township Forsyth.*  
Lot 26, of 4th range, to F. Richard.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 23rd November, 1898.

4312

## PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE  
AND HOUSE OF COMMONS, RELATING  
TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,  
3800 Clerk of the House of Commons.

## SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

## STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
3798 Clerk of the Senate

**EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX  
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES**

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

**ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES  
COMMUNES.**

*Resolu.*—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3801

Greffier des Communes.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

*Relatifs aux avis de Bills Privés*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux

**EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE  
HOUSE OF COMMONS.**

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

**SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF  
COMMONS.**

*Resolved.*—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3802

Clerk of the Commons.

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular,

urnir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun sessions, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrite par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mention also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4035

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

4036

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend

du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause de statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront faits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.”

“Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.”

“Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.”

“Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) “Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire

to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printer. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by a contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and

entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

4037 **L. G. DESJARDINS**  
Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.—Tous les lots du 9e rang du canton Caxton, insérés dans la *Gazette Officielle*, dans les pages 2043 et 2080, des 15 et 22 octobre 1898, sont transportés à la Beaver Lumber Co. (Limited).

4399

the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

4038 **L. G. DESJARDINS,**  
Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.—All the lots of the 9th range of the township Caxton, inserted in the *Official Gazette*, in the pages 2043 and 2080, of the 15th and 22nd October, 1898, are transferred to the Beaver Lumber Co. (limited).

4400

## Demandes à la Législature

### AVIS

Est par les présentes donné que Honoré Riendeau, Pierre Mailloux, Alphonse Desmarais, Jean Lafond, Louis Tremble, Gaston Pesant, Louis Marcotte, Alexandre R. Mitchell, John Papps, John Noonan, Edward O'Kane, et autres ouvriers mouleurs, tous de la cité de Montréal, formant partie de l'association existant actuellement sous le nom de "l'Union des Mouleurs de Montréal," s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association sous le nom susdit, ou tout autre, et lui donnant les pouvoirs nécessaires à ces fins.

**LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,**  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 25 novembre 1898. 4389

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, demande sera faite pour obtenir un bill érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le canton d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Elie d'Orford, la dite nouvelle municipalité devant comprendre le territoire composant la dite paroisse de Saint-Elie d'Orford, tel que canoniquement érigée, à savoir :

1° Tous les lots du 5e rang du canton d'Orford, depuis le 1er au 12e inclusivement ; 2° Tous les lots du 6e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 14e inclusivement ; 3° Tous les lots du 7e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 16e inclusivement ; 4° Tous les lots du 8e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 8e inclusivement, et depuis le lot 15 jusqu'au 17e inclusivement, dans le même rang ; 5° Tous les lots du 9e rang, depuis le 1er jusqu'au 8e inclusivement, et le lot 15 jusqu'au lot 18 du même rang inclusivement ; 6° Tous les lots du 10e rang, depuis le 1er jusqu'au 9e inclusivement, et depuis le 16e jusqu'au 19e inclusivement ; 7° Tous les lots du 11e rang, depuis le 1er jusqu'au 10e inclusivement, et depuis le 17e jusqu'au lot 20e inclusivement ; 8° Tous les lots du 12e rang, depuis le 1er jusqu'au 11e inclusivement, et depuis le 18e jusqu'au 23e inclusivement ; 9° Tous les lots du 13e rang, depuis le 1er jusqu'au 23e inclusivement ; 10° Tous les lots renversés des rangs A et B du dit canton d'Orford, depuis le lot 16 jusqu'au lot 33 inclusivement.

**JULES RICHARD,**  
Procureur des requérants.  
Sherbrooke, 28 novembre 1898. 4419

Avis est par le présent donné par les Très Révérends Michel Thomas Labrecque, Evêque de Chicoutimi, François-Xavier Belley, Vicaire-Général, et les Révérends Chs Léon Parent, Vicaire-Forain, Victor A. Huart, J. Alfred Tremblay, Elzéar Delamarre et Eugène Lapointe, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, leur incorporation sous le nom de "La

## Applications to the Legislature

### NOTICE

Is hereby given that Honoré Riendeau, Pierre Mailloux, Alphonse Desmarais, Jean Lafond, Louis Tremble, Gaston Pesant, Louis Marcotte, Alexandre R. Mitchell, John Papps, John Noonan, Edward O'Kane, and other moulders, all of the city of Montreal, and belonging to the association now existing under the name "The Moulders' Union of Montreal," will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the said name or any other, and conferring on it the powers necessary for its purposes.

**LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,**  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 25th November, 1898. 4390

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of Quebec, a petition will be presented asking for a Bill erecting into a separate municipality, the parish of Saint Elie d'Orford, in the township of Orford, in the county of Sherbrooke, under the name of municipality of the parish of Saint Elie d'Orford, the said new municipality to include the territory composing the said parish of Saint Elie d'Orford, as canonically erected, to wit :

1. All the lots in the 5th range of the township of Orford, from the 1st to the 12th inclusively ; 2. All the lots in the 6th range of the said township, from the 1st to the 14th inclusively ; 3. All the lots in the 7th range of the said township, from the 1st to the 16th inclusively ; 4. All the lots of the 8th range of the said township, from the 1st to the 8th inclusively, and from the lot 15th to the 17th inclusively, in the same range ; 5. All the lots of 9th range from the 1st to the 8th inclusively, and the lot 15th to the lot 18th of the same range inclusively ; 6. All the lots of the 10th range, from the 1st to the 9th inclusively, and from the 16th to the 19th inclusively ; 7. All the lots of the 11th range from the 1st to the 10th inclusively, and from the 17th to the lot 20th inclusively ; 8. All the lots of the 12th range, from the 1st to the 11th inclusively, and from the 18th to the 23rd inclusively ; 9. All the lots of the 13th range from the 1st to the 23rd inclusively ; 10. All the reversed lots of the ranges A and B of the said township of Orford, from the lot 16th to the lot 33 inclusively.

**JULES RICHARD,**  
Attorney for the petitioners.  
Sherbrooke, 28th November, 1898. 4420

Notice is hereby given by the Very Reverend Michel Thomas Labrecque, Bishop of Chicoutimi, François Xavier Belley, Vicar General, and the Reverend Chs Léon Parent, Vicar Forain, Victor A. Huart, J. Alfred Tremblay, Elzéar Delamarre and Eugène Lapointe, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for their incorporation under the name of

Société Ecclésiastique de Secours Mutuels du Sacré-Coeur de Jésus de Chicoutimi", dont l'objet est de secourir ses membres actuels et tous ceux qui pourront le devenir, en cas d'infirmité, maladie, vieillesse ou incapacité, avec droit d'acquérir, posséder des biens mobiliers et immobiliers pour les fins de la dite société, soumis aux règles, statuts et règlements actuellement en force de la dite société ou qui pourront devenir en force.

L. G. BELLEY,  
Procureur des requérants.  
Chicoutimi, 23 novembre 1898. 4411

## AVIS.

La compagnie Canadienne d'Aqueduc et de Force Motrice s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation, la constituant en une compagnie à fonds social avec un capital de \$100,000.00, dans le but de construire, établir, maintenir et exploiter des aqueducs, des pouvoirs électriques, des téléphones et autres industries, dans les comtés du nord de la province de Québec, aussi avec le pouvoir d'acquérir des aqueducs, des téléphones et des établissements électriques déjà existants, et de se faire transporter les privilèges et droits actuellement accordés dans la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, et dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, aussi avec pouvoir d'établir des bureaux dans la province de Québec.

CHS. ARCHER,  
Procureur des applicants.  
Saint-Jérôme, 24 novembre 1898. 4437

Avis public est par le présent donné que Dame Marie Salomé Labbé, de Québec, veuve de Jean Alphonse Guillet dit Tourangeau, en son vivant du même lieu, écuyer, notaire, en sa qualité de tutrice aux mineurs Alphonse, Alice, Albertine, Roch, Bella et Edith Guillet dit Tourangeau, Demoiselle Henriette Guillet dite Tourangeau, de Québec, fille majeure, Adolphe Guillet dit Tourangeau, de Metgermette, cultivateur, Demoiselles Anna, Marie-Louise, Adèle et Corinne Guillet dites Tourangeau, de Québec, filles majeures, capitaine John Archibald Fages et capitaine Alfred Octave Fages, de l'endroit appelé Saint Jean d'Iberville, ayant, par jugement rendu par la cour supérieure, à Québec, le 15 juin dernier, fait ordonner le partage définitif des meubles et le partage provisoire des immeubles dont ils sont propriétaires indivis en vertu du testament de feu Jean Guillet dit Tourangeau, s'adresseront à la législature de cette province, pour faire et statuer que le partage provisoire des dits immeubles, prononcé par le dit jugement, soit déclaré définitif; et la dite Dame Marie Salomé Labbé, demandera aussi à la dite législature qu'il lui soit permis de consentir des actes de concession et de vente à constitution de rente foncière des biens immeubles appartenant aux dits mineurs, comme tutrice aux dits mineurs, sans les formalités exigées par la loi pour l'exécution de vente de biens immeubles appartenant à des mineurs.

DROUIN, PELLETIER & FISET,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 29 novembre 1898. 4421

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à sa charte, tel qu'amendé, réduisant la qualification des Gouverneurs à vie de l'Institution.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 22 novembre 1898. 4313-2

"La Société Ecclésiastique de Secours Mutuels du Sacré-Coeur de Jésus de Chicoutimi," whose object is to help its actual members and those who will become so, in case of infirmity, sickness, old age or incapacity, with the right to acquire and hold movable property and real estate for the purposes of the said society, subject to the rules, statutes and by-laws of the said society now in force or which may hereafter come into force.

L. G. BELLEY,  
Attorney for petitioners.  
Chicoutimi, 23rd November, 1898. 4412

## NOTICE

The Canadian Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for charter incorporating it as a joint stock company, with a capital of \$100,000.00, for the purpose of building, establishing, maintaining and working water works, electric power, telephone and other industries, in the northern counties of the province of Quebec, with power to acquire water works, telephone and electric establishments already existing, and to obtain a transfer of the privileges and rights at present granted in the town of Lachute, county of Argenteuil, and in the parish of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, also with power to establish offices in the province of Quebec.

CHS. ARCHER,  
Attorney for applicants.  
Saint Jérôme, 24th November, 1898. 4438

Notice is hereby given that Dame Marie Salomé Labbé, of Quebec, widow of Jean Alphonse Guillet dit Tourangeau, in his lifetime of the same place, esquire, notary, in her quality of tutrix to the minors Alphonse, Alice, Albertine, Roch, Bella and Edith Guillet dit Tourangeau, Miss Henriette Guillet dite Tourangeau, of Quebec, spinster, Adolphe Guillet dit Tourangeau, of Metgermette, farmer, Misses Anna, Marie Louise, Adèle and Corinne Guillet dites Tourangeau, of Quebec, spinsters, captain John Archibald Fages, and captain Alfred Octave Fages, of the place called Saint Jean d'Iberville, having, by judgment rendered by the superior court, at Quebec, on the 15th of June last, obtained an order for the final partition of the movable effects and the provisional partition of the real estate whereof they are undivided owners in virtue of the will of the late Jean Guillet dit Tourangeau, will apply to the Legislature of this province to declare that the provisional partition of the said real estate, pronounced by the said judgment, be declared definitive; and that the said Dame Marie Salomé Labbé, will also apply to the said Legislature that she be allowed to make deeds of conveyance and of sale upon constituted ground rent of the real estate belonging to the said minors, as tutrix to the said minors, without the formalities required by law for the execution of the sale of real estate belonging to minors.

DROUIN, PELLETIER & FISET,  
Attorneys for petitioners.  
Quebec, 29th November, 1898. 4422

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given by "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an amendment to its charter, as amended, reducing the qualification for Life Governors of the Institution.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 22nd November, 1898. 4314

## AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation de ville, sous le nom de ville de East Angus, le territoire suivant situé dans le comté de Compton, à savoir : la moitié est du lot onze (11) et tous les lots douze (12), treize (13), quatorze (14) et quinze (15), dans le deuxième rang, et la moitié est du lot onze (11) et tous les lots douze (12), treize (13), quatorze (14) et quinze (15), dans le troisième rang du canton de Westbury, dans le dit comté de Compton, le dit territoire contenant en tout environ dix-huit cents acres (1,800).

Et afin de donner à la dite corporation de ville tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation de ville, et de pourvoir à la meilleure direction de l'éducation, "dans ses limites."

HURD & FRASER,  
Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 9 novembre 1898. 4145-4

Avis est présentement donné que la "Stadacona Water, Light and Power Company" s'adressera à la législature provinciale de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à son acte d'incorporation, 60 Victoria, chap. 78, dans le but suivant :—1° Mieux définir la charte de la compagnie regardant ses pouvoirs d'expropriation et d'agir comme fidei-commissaire. 2° Augmenter ses pouvoirs pour la construction et l'exploitation d'hôtels et de tramways, sujet à l'approbation des corporations municipales. 3° Régler l'émission de bons, obligations ou débetures, et l'enregistrement des actes. 4° Pourvoir à la vente de systèmes d'aqueduc et autres aux corporations municipales, et certains autres amendements généraux concernant les pouvoirs déjà possédés par la compagnie.

LOUIS H. TACHÉ,  
Secrétaire.

Montréal, 29 octobre 1898. 4031-4

## AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que The People's Telephone Company, de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, pour ratifier et amender ses lettres patentes et pour obtenir les pouvoirs d'augmenter son fonds social et émettre des bons.

EDMD. S. BERNARD,  
Lt. Col.  
Président.

Sherbrooke, 16 novembre 1898. 4291-3

Avis est par les présentes donné que, à la prochaine session de la législature, la corporation de la ville de Victoriaville, demandera à amender sa charte, de manière à étendre les limites de son territoire et à augmenter les pouvoirs qui lui sont conférés par son acte d'incorporation.

J. E. METHOT,  
Avocat de la requérante.

Daté ce 7 novembre 1898. 4113-4

Avis public est par le présent donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, 55-56 Victoria, chap. 51, comme suit, à savoir :

1° Pour changer les dispositions de la charte au sujet de la manière de tenir les bureaux de votation pour l'approbation ou la désapprobation des règlements municipaux.

2° Pour amender une erreur typographique qui se trouve dans la section 64 de la charte de la cité.

3° Pour amender la section 67 de la charte, de manière à faire correspondre la version française avec la version anglaise.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law organizing into a town corporation, under the name of the town of East Angus, the following territory situated in the county of Compton, to wit : the east half of lot eleven (11) and the whole of lots twelve (12), thirteen (13), fourteen (14) and fifteen (15), in the second range, and the east half of lot eleven (11) and the whole of lots twelve (12), thirteen (13), fourteen (14) and fifteen (15), in the third range of the township of Westbury, in said county of Compton, said territory containing in all about eighteen hundred (1,800) acres.

And to give to said town corporation all the powers necessary to its existence and to the administration of its affairs as a town corporation, and to provide for the better management of education, "within its limits."

HURD & FRASER,  
Solicitors for applicants

Sherbrooke, 9th November, 1898. 4146

Notice is hereby given that "The Stadacona Water, Light and Power Company" will apply to the Quebec provincial legislature, at its next session, for an act amending its act of incorporation, Quebec statute, 60 Victoria, chapter 78. The amendments sought are :—1. To better define the charter of the company regarding its powers to act as trustee and to expropriate. 2. To increase its powers with regard to the construction and working of hotels and tramways, subject to the approval of municipal corporations. 3. To regulate the issue of bonds and registration of deeds. 4. To provide for the sale of systems of water works, &c., to the municipal corporations, and certain other general amendments regarding powers already held by the company.

LOUIS H. TACHÉ,  
Secretary.

Montreal, 29th October, 1898. 4032

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the People's Telephone Company of Sherbrooke will apply to the legislature of the province of Quebec, for confirmation and amendment to their letters patent and for powers to increase their capital stock and issue bonds,

EDMD S. BERNARD,  
Lt. Col.  
President.

Sherbrooke, 16th November, 1898. 4292

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature, the corporation of the town of Victoriaville, will ask to amend its charter, in order to extend the boundaries of its territory and to increase the powers granted it by its act of incorporation.

J. E. METHOT,  
Attorney for the petitioner.

Dated this 7th November, 1898. 4114

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to their charter, 55-56 Victoria, chap. 51, in the following, among other particulars, to wit :

1. To change the provisions of the charter in regard to the manner of holding the poll for the approval or disapproval of municipal by-laws.

2. To amend a typographical error which occurs in section 64 of the city charter.

3. To amend section 67 of the charter, so as to make the french version correspond with the english version.

4° Pour amender la section 55 de la charte au sujet des pouvoirs de taxation.

5° Pour donner au conseil le pouvoir de forcer les compagnies de téléphone, de télégraphe et de lumière électrique à placer sous terre les fils dans les rues et places publiques de la cité.

6° Pour amender la charte au sujet de la cotisation de la propriété dans le but de taxer.

7° Pour amender la charte au sujet du terme d'office du maire.

8° Pour amender la charte de manière à confier à une commission l'administration d'aqueduc.

9° Pour amender la charte au sujet du temps pour préparer les listes des voteurs.

10° Pour obliger les employés des ouvriers, commis, etc., de donner information quant au taux des gages.

11° Pour obliger les propriétaires d'immeubles sur la ligne des rues où les égouts sont placés, de joindre leur égout avec iceux.

12° Pour donner le pouvoir au conseil de faire une allocation au maire n'excédant pas \$500.00 par année.

13° Pour régler le pouvoir du conseil de taxer les compagnies de télégraphe, de téléphone et de lumière électrique.

BROWN & MACDONALD,  
Solliciteurs de la cité de Sherbrooke.  
Sherbrooke, 3 novembre 1898. 4085-5

4. To amend section 55 of the charter in regard to the powers of taxation.

5. To give the council power to compel the wires of all telephone, telegraph and electric light companies to be placed under ground in the streets and public places of the city.

6. To amend the charter in regard to the assessment of the property for the purpose of taxation.

7. To amend the charter in regard to the term of office of the mayor.

8. To amend the charter so as to provide for the placing of the administration of the water-works under a commission.

9. To amend the charter in regard to the time of making the voters lists.

10. To compel employees of workmen, clerks, etc., to give information as to rate of wages.

11. To compel property holders on the line of streets where sewers are laid to connect their sewage therewith.

12. To give power to the council to make an allowance to the mayor not to exceed \$500.00 a year.

13. To regulate the power of the council as to taxation of telegraph, telephone and electric light companies.

BROWN & MACDONALD,  
Solicitors for city of Sherbrooke.  
Sherbrooke, 3rd November, 1898. 4086

### Avis Divers

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
Alicia B. Sweeney, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse de Walter H. Sylvester, du dit canton de Stanstead, cultivateur, Demanderesse ;  
et  
Le dit Walter H. Sylvester, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.  
CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 15 novembre 1898. 4447

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 797.  
Dame Solomée Achin, épouse de Gilbert Briault, de la paroisse de Laprairie, district de Montréal, Demanderesse ;  
vs.  
Gilbert Briault, cultivateur, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour, en cette cause.  
F. J. BISAILLON,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 11 novembre 1898. 4199 3

Puissance du Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No 2586.  
Francis John Hicks, des cité et district de Montréal, commerçant, Demandeur ;  
vs.  
Dame Mary Griffith, du même lieu, épouse commune en biens du dit Francis J. Hicks, et par lui dûment autorisée, Défenderesse.  
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour.  
GILMAN & BOYD,  
Procureurs du demandeur.  
Montréal, 17 novembre 1898. 4301-2

### Miscellaneous Notices

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
Alicia B. Sweeney, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife of Walter H. Sylvester, of the said township of Stanstead, farmer, Plaintiff ;  
and  
The said Walter H. Sylvester, Defendant.  
An action for separation from bed and board has been, this day, instituted in this cause.  
CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 15th November, 1898. 4448

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 797.  
Dame Solomée Achin, wife of Gilbert Briault, of the village of Laprairie, district of Montreal, Plaintiff ;  
vs.  
Gilbert Briault, farmer, of the same place, Defendant.  
An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, to day.  
F. J. BISAILLON,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 11th November, 1898. 4159

Dominion of Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal, }  
No. 2586.  
Francis John Hicks, of the city and district of Montreal, trader, Plaintiff ;  
vs.  
Dame Mary Griffith, of the same place, wife common as to property of said Francis J. Hicks, and by him duly authorized, Defendant.  
An action for separation as to bed and board has been instituted this day.  
GILMAN & BOYD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 17th November, 1898. 4302

- Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1570.  
Dame Margaret Jane Taylor, de la cité de Montréal, épouse de Daniel James Clarke, ci-devant du même lieu, voyageur, maintenant d'endroits inconnus, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Daniel James Clarke, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée dans la présente cause.  
JOHN B. ABBOTT,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 4 novembre 1898. 4107-4
- Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1570.  
Dame Margaret Jane Taylor, of the city of Montreal, wife of Daniel James Clarke, heretofore of the same place, traveler, now of parts unknown, Plaintiff ;  
vs.  
The said Daniel James Clarke, Defendant.  
An action for separation from bed and board has been, this day, instituted in the above cause.  
JOHN B. ABBOTT,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 4th November, 1898 4103
- Province of Québec, }  
District of Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No. 6407.  
Dame Angéline Grégoire, du village de Granby, dans le district de Bedford, épouse de Ludger Gauthier, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Ludger Gauthier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.  
THIBAULT & JACQUES,  
Avocats de la demanderesse.  
Sweetsburg, 29 novembre 1898. 4455
- Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 6407.  
Dame Angéline Grégoire, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife of Ludger Gauthier, trader, of the same place, Plaintiff ;  
vs.  
The said Ludger Gauthier, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.  
THIBAULT & JACQUES,  
Attorneys for plaintiff.  
Sweetsburg, 29th November, 1898. 4456
- Province of Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*  
No. 363.  
Dame Catherine Fraser, du village de Grenville, dit district ; vs. John Wade, du même lieu, commerçant.  
Une action en séparation de biens.  
R. P. DELARONDE,  
Procureur de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 14 novembre 1898. 4223-3
- Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 363.  
Dame Catherine Fraser, of the village of Grenville, said district, vs. John Wade, of the same place, trader.  
An action for separation as to property.  
R. P. DELARONDE,  
Attorney for Plaintiff.  
Sainte Scholastique, 14th November, 1898. 4224
- Province of Québec, }  
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*  
No. 4157.  
Marie Giguère a institué une action en séparation de biens contre son mari, Roch Guilbault, cultivateur, de Saint-Marcel, district de Richelieu.  
A. A. BRUNEAU,  
Avocat de la demanderesse.  
Sorel, 14 novembre 1898. 4259-3
- Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 4157.  
Marie Giguère has instituted an action as to property against her husband, Roch Guilbault, farmer, of Saint Marcel, district of Richelieu.  
A. A. BRUNEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Sorel, 14th November, 1898. 4260
- Province of Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2376.  
Dame Julie Delorme, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mathias Leduc, épiciier, du même lieu, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Mathias Leduc, épiciier, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée le 4 novembre 1898, contre le défendeur.  
LEONARD & LAPORTE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 5 novembre 1898. 4103-4
- Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2376.  
Dame Julie Delorme, of the the city and district of Montreal, wife commune en biens of Mathias Leduc, grocer, of the same place, Plaintiff ;  
vs.  
The said Mathias Leduc, grocer, of the same place, Defendant  
An action of separation as to property has been instituted on the fourth of November 1898, against the defendant.  
LEONARD & LAPORTE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th November, 1898. 4104
- Province of Québec, }  
District de Terrebonne } *Cour Supérieure.*  
No. 435.  
Dame Adria Mary Haines, de la paroisse de Saint-André, dit district ; vs. William Barclay, du même lieu, commis-voyageur. Action en séparation de biens.  
R. P. DELARONDE,  
Procureur de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 14 novembre 1898. 4221-3
- Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 435.  
Dame Adria Mary Haines, of the parish of Saint Andrews, said district ; vs. William Barclay, of the same place, commercial trader. An action for separation as to property.  
R. P. DELARONDE,  
Attorney for plaintiff.  
Sainte Scholastique, 14th November, 1898. 4222
- Province of Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*  
Avis est par les présentes donné que Dame Délima Choquette, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de
- Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*  
Notice is hereby given that Dame Délima Choquette, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the district of Saint Hyacinthe, wife of Edmond

Edmond Martel, cultivateur, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 5 novembre 1898. 4041-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 03.

Dame Rose Alba Prefontaine, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

David Lanthier, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.

J. O. LACROIX,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 29 octobre 1898. 4033-5

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. }

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Roseline Martel, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dit district, épouse de François Vigeaut, cultivateur, du même lieu, contre le dit François Vigeaut, en cour supérieure.

H. E. POULIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 3 novembre 1898. 4083-5

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. }

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Rose Delima Lague, du village de Marieville, dans le dit district, épouse de Napoléon Messier, commerçant, du même lieu, contre le dit Napoléon Messier, en cour supérieure.

H. E. POULIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 3 novembre 1898. 4081-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1571.

Dame Adèle Brossard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Edmond Lefebvre, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté contre son dit mari une action en séparation de biens.

BEAUDIN, CARDINAL,  
LORANGER & ST GERMAIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 3 novembre 1898. 4079-5

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Dame Malvina Charpentier, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, épouse de Solyme Allard, du même lieu, mais actuellement et temporairement dans la paroisse de Saint-Gregoire-le-Grand, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jean, 26 novembre 1898. 4305-2

*Cour Supérieure—Québec.*  
No 1376.

Henriette Cardinal, épouse commune en biens de Prosper Boulanger, de Québec, entrepreneur maçon, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Prosper Boulanger, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

DROUIN, PELLETIER & FISET.  
Québec, 23 novembre 1898. 4331-2

Martel, farmer, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSÉ,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinthe, 5th November, 1898. 4042

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 703.

Dame Rose Alba Prefontaine, of city of Montreal, said district, Plaintiff ;

vs.

David Lanthier, of the same place, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, to day.

J. O. LACROIX,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 28th October, 1898. 4034

Province of Quebec, }  
District of Saint-Hyacinthe }

An action in *séparation de biens*, has been taken, this day, by Dame Roseline Martel, wife of François Vigeaut, farmer, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, said district, against the said François Vigeaut, in the superior court.

H. E. POULIN,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 3rd November, 1898. 4084

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinthe. }

An action in *séparation de biens*, has been taken, this day, by Dame Rose Delima Lague, of the village of Marieville, said district, wife of Napoléon Messier, trader, of the same place, against the said Napoléon Messier, in the superior court.

H. E. POULIN,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 3rd November, 1898. 4082

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1571.

Dame Adèle Brossard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edmond Lefebvre, agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, taken an action in separation as to property from her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL,  
LORANGER & ST GERMAIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 3rd November, 1898. 4080

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Malvina Charpentier, of the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, wife of Solyme Allard, of the same place, but actually and temporary residing in the parish of Saint Gregoire-le-Grand, said district, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSÉ,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Johns, 26th November, 1898. 4306

*Superior Court—Quebec.*  
No. 1376.

Henriette Cardinal, wife common as to property of Prosper Boulanger, of Quebec, contractor, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Prosper Boulanger, Defendant.  
An action of separation as to property has been issued in this cause.

DROUIN, PELLETIER & FISET.  
Quebec, 23rd November, 1898. 4332

## AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que Rufus Georges Kimpton, hôtelier, d'Abenakis Spring, Henry Wilfrid Prendergast, liquidateur, de la cité de Montréal, Carl W. Kimpton, agent d'assurance, de Philadelphie, dans l'état de Pensilvanie, des États-Unis d'Amérique, Jules Allard, avocat, de Saint-François du Lac, James W. Withell, bourgeois, de la cité de Montréal, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le grand Sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom de cette compagnie sera "The Abenakis Spring Hotel Company, (Limitée)." "

L'objet de cette compagnie est d'acheter, louer, construire et exploiter un ou plusieurs hôtels, d'acheter des terrains dans le but de construire des hôtels, les exploiter ou les faire exploiter.

Le principal lieu d'affaires de la compagnie sera la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de \$50,000, à être divisé par 5,000 parts de \$10.00 chacune.

Les dits requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté et résident tous dans la province de Québec, à l'exception de Carl W. Kimpton, seront les premiers directeurs de la compagnie.

GONZALVE DESAULNIERS,

Procureur des requérants.

Montréal, 1er décembre 1898.

4451

## AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par les requérants ci-dessous mentionnés, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation et corps politique, sous le nom et pour les fins ci-après :

1° Le nom de la dite compagnie sera "La Compagnie de ferronnerie du Canada, (Limitée)" "The Canada Hardware Company, (Limited)".

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : vendre et faire le commerce de ferronneries et quincailleries et de toutes matières se rapportant au dit commerce ; d'objets en métal, bois, cuir, papier-maché, caoutchouc, colluloïde ou autres substances analogues ou pouvant en tenir lieu.

3° Le principal établissement de la dite compagnie sera à Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille dollars, divisé en actions de cent dollars chacune.

5° Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit : Israël Louis Lafleur, marchand de fer, de la cité de Montréal, domicilié en la paroisse de Notre-Dame de Grâce ; Joseph Adolphe Médéric St-Arnaud, commis-voyageur, de Montréal ; François-Xavier Eugène Panneton, marchand, de la ville des Trois-Rivières ; P. Elisée Panneton, banquier, de la ville des Trois-Rivières, et Hyacinthe Beauchemin, contracteur, de la ville de Sorel, tous ces dits lieux dans la province de Québec, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

EMARD, MARECHAL &  
TASCHEREAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 novembre 1898.

4417

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that Rufus Georges Kimpton, hotelkeeper, of Abenakis Spring, Henry Wilfrid Prendergast, liquidator, of the city of Montreal, Carl W. Kimpton, insurance agent, of Philadelphia, in the State of Pensilvania, in the United States of America, Jules Allard, advocate, of Saint François du Lac, James W. Withell, gentleman, of the city of Montreal, will apply by petition to His Honor the lieutenant governor, to obtain the issue of letters patent, under the great Seal, granting a charter to incorporate the petitioners and any other persons who may become shareholders in the proposed company a body politic.

The name of this company shall be "The Abenakis Spring Hotel Company (Limited)."

The object of this company is to buy, rent, construct, carry on and conduct hotels, purchase lands with the object of building, conducting or having conducted hotels.

The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

The amount of its capital stock will be \$50,000, to be divided into 5,000 shares of \$10.00 each.

The said petitioners who are all subjects of Her Majesty and all residents in the province of Quebec, to the exception of Carl W. Kimpton, will be the first directors of the company.

GONZALVE DESAULNIERS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 1st December, 1898.

4452

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made by the undersigned petitioners to His Honor the lieutenant governor in Council, for a charter under letters patent in virtue of the law governing the incorporation of joint stock companies, incorporating them as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, viz :

1. The name of the company shall be "The Canada Hardware Company (Limited)". "La compagnie de ferronneries du Canada, (Limitée)."

2. The purposes for which the incorporation is asked for are : to sell and deal in hardware and all matters pertaining to said trade ; and in articles in metal, wood, leather, *papier maché*, rubber, celluloid or other substances of a similar nature or which may take the place thereof.

3. The principal place of business of the company shall be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the company shall be fifty thousand dollars, divided into shares of one hundred dollars each.

5. The names, occupation and residence of the petitioners are as follows : Israël Louis Lafleur, hardware merchant, of the city of Montreal, domiciled in the parish of Notre Dame de Grâce ; Joseph Adolphe Médéric St-Arnaud, commercial traveller, of Montreal ; François-Xavier Eugène Panneton, merchant, of the city of Three Rivers ; P. Elisée Panneton, banker, of the city of Three Rivers ; and Hyacinthe Beauchemin, contractor, of the city of Sorel, all these places in the province of Quebec, who shall be the first directors of the said company.

EMARD, MARECHAL &  
TASCHEREAU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 30th November, 1898.

4418

## Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Terrebonne. }  
*In re* Denis Frères, Lachute, } Insolubles.  
 Avis vous est donné que, le 26<sup>e</sup> jour de novembre 1898, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints à la succession des sus nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs-conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 3 décembre 1898. 4405

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District des Trois-Rivières. }  
*In re* J. N. Lamy, Yamachiche, } Failli.  
 Avis est par le présent donné que, le vingt-neuvième jour de novembre 1898, nous avons été nommés curateurs par décision de la cour supérieure, aux biens du failli sus-nommé.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs-conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,  
 Comptables et curateurs,  
 41, bâtisse des tramways, Montréal.  
 Montréal, 30 novembre 1898. 4429

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }  
*In re* La Cie Gle d'Importation du Canada,  
 En liquidation ;

et  
 Bilodeau & Renaud, } Curateurs.  
 Un deuxième bordereau de collection a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux, à partir du 19<sup>ème</sup> jour de décembre prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

BILODEAU & RENAUD,  
 Liquidateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 30 novembre 1898. 4449

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District des Trois-Rivières. }  
 Dans l'affaire de Girard & Laforest, Grand'Mère, Qué., } Failli.

Avis est par le présent donné que, le 26<sup>ème</sup> jour de novembre 1898, les dits faillis ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au greffe de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

A. LAMARCHE,  
 S. G. P.

Montréal, 30 novembre 1898. 4453

Canada, } *Cour Supérieure.*  
 Province de Québec, }  
 District de Saint-François }  
 Lewis A. Bayley, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, marchand, et James S. Mitchell, de la dite cité de Sherbrooke, marchand, y faisant affaires comme tels sous le nom de J. S. Mitchell & Co., Demandeurs ;

vs.  
 Alexander T. Winter, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, sellier et fabricant de harnais, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le 25<sup>e</sup> jour de novembre 1898, par ordre de la cour, nous avons

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Terrebonne. }  
*In re* Denis Bros. Lachute, } Insolvents.  
 Notice is hereby given that, on the 26th day of November, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint-curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 3rd December, 1898. 4106

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Three Rivers. }  
*In re* J. N. Lamy, Yamachiche, } Insolvent.  
 Notice is hereby given that, on the twenty-ninth day of November, 1898, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our offices within thirty days from the date hereof.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joint-curators.

Office of Gagnon & Caron,  
 Accountants and curators,  
 41, Street railway building, Montreal.  
 Montreal, 30th November, 1898. 4430

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal. }  
*In re* La Cie Gle d'Importation du Canada,  
 In liquidation ;

and  
 Bilodeau & Renaud, } Joint liquidators ;  
 A second bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices, from the 19th day of December next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,  
 Joint liquidators.

15, Saint James street.  
 Montreal, 30th November, 1898. 4450

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Three Rivers. }  
 In the matter of Girard & Laforest, Grand'Mère, Que., } Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 26th day of November, 1898, said insolvents made a judicial abandonment of their property, for the benefit of their creditors, at the office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

A. LAMARCHE,  
 S. P. G.

Montreal, 30th November, 1898. 4454

Canada, } *Superior Court.*  
 Province of Quebec, }  
 District of St Francis. }  
 Lewis A. Bayley, of the city of Sherbrooke, in the said district of Saint Francis, merchant, and James S. Mitchell, of the said city of Sh-rbrooke, merchant, and as such doing business there under the name of J. S. Mitchell & Co., Plaintiffs ;

vs.  
 Alexander T. Winter, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, saddler and harness maker, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th day of November, 1898, by order of the court, we were

été nommés curateurs conjoints des biens du dit défendeur et failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,  
J. J. GRIFFITH,  
Curateurs conjoints.

4427

## Règle de Cour

Province de Québec, } Cour Supérieure pour le  
District de Montréal. } Bas-Canada.  
No 2334.

Le vingt-septième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Israël Lemieux, Demandeur ;  
vs.  
Louis Bédard et al., Défendeurs ;  
et  
Victor Paquin, Tiers-saisi ;  
et  
Adolphe Mathieu, Intervenant.

Sur ordre de cette cour, donné le 27 octobre 1898, les créanciers du dit Louis Bédard, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la Gazette Officielle de Québec, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile accompagné d'un affidavit attestant que la réclamation est due.

L. D. GAREAU,  
Dép. P. C. S.  
4387

Montréal, 25 novembre 1898.

## Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.  
Arthabaska, à savoir : } DENIS McCAIG, De-  
No 26. } mandeur ; contre  
DAME MARY ANN KENNEDY ET VIR, Défenderesse.

1° Un emplacement situé dans le village de Bernierville, étant le numéro trois cent trente-six (336), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax—avec les bâtisses dessus construites.

2° Une terre située dans le deuxième rang du canton d'Irlande, contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, étant le quart indivis du lot numéro cent treize (113), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande.

3° Une terre située dans le septième rang du canton d'Irlande, étant le numéro trois cent soixante et seize (376), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à NEUF heures de l'avant-midi, et les immeubles en deuxième et

appointed joint curators to the estate of said defendant and insolvent, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,  
J. J. GRIFFITH,  
Joint curators.

4428

## Rule of Court

Province of Québec, } Superior Court for Lower  
District of Montréal. } Canada.  
No. 2334.

The twenty-seventh day of October, one thousand eight hundred and ninety-eight.

Isr'el Lemieux, Plaintiff ;  
vs.  
Louis Bédard et al., Défendants ;  
and  
Victor Paquin, Tiers-saisi ;  
and  
Adolphe Mathieu, Intervenant.

Under the order of this court, given on the 27th of October, 1898, the creditors of the said Louis Bédard, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the Quebec Official Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure accompanied with an affidavit that the sum claimed is due.

L. D. GAREAU,  
Dep. P. S. C.  
4388

Montreal, 25th November, 1898.

## Sherif's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
Superior Court.—District of Arthabaska.  
Arthabaska, to wit : } DENIS McCAIG, Plain-  
No. 26. } till ; against DAME  
MARY ANN KENNEDY ET VIR., Defendant.

1. An emplacement situate in the village of Bernierville, being number three hundred and thirty-six (336), on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Ferdinand of Halifax—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the second range of the township of Ireland, containing twenty-five acres of land in superficies, more or less, being the undivided quarter of lot number one hundred and thirteen (113), on the official plan and book of reference for the said township of Ireland.

3. A farm situate in the seventh range of the township of Ireland, being number three hundred and seventy-six (376), on the official plan and book of reference for the said township of Ireland.

To be sold, the immovable firstly described, at the parochial church door of Saint-Ferdinand of Halifax, on the FOURTH day of JANUARY next (1899), at NINE o'clock in the forenoon, and the immovables secondly and thirdly described, at the parochial

troisième lieux décrits, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irland, le MÊME JOUR, à UNE heure de l'après midi.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Arthabaskaville, 30 novembre 1898. 4433  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } **MELIX CORMIER**,  
No 105. } écuyer, notaire, De-  
mandeur ; contre **SAMUEL HUBERDEAU**, Dé-  
fendeur.

La partie des trois quarts sud-est du lot de terre numé 20 vingt-trois, du onzième rang du canton de Wickham, contenant cent cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec maison, grange et autres dépendances dessus érigées, maintenant connue sous le numéro six cent cinquante (650), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wickham.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le TREIZIÈME jour du DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 8 novembre 1898. 4189-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } **EUGENE BRETON**,  
No 163. } requérant prohibition ;  
contre **FRANÇOIS LANDRY ET AL.**, Défendeurs.

Comme appartenant au requérant prohibition :  
Le tiers nord-est du lot de terre numéro vingt-six (26), du troisième rang du canton de Thetford ; bornés aux deux bouts par les lignes du rang, d'un côté au nord-est par une route, et de l'autre côté au sud-ouest à Edouard Lemay—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu le vingt-sixième jour d'avril dernier, à dix heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, aura lieu à NEUF heures de l'avant-midi, le SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 15 novembre 1898. 4227-2  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*  
Beauce, à savoir : } **INIERE TASCHEREAU**  
No 2834. } ET AL., Demandeurs ; vs.  
**ISRAEL DROUIN**, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, en le rang Sainte Adèle, de la contenance de quatre arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur, connue sous les numéros neuf cent soixant-six et neuf cent soixante-sept (966 et 967), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

church door of Saint-Adrien of Irland, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Arthabaskaville, 30th November, 1898. 4434  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } **MELIX CORMIER**, esquire,  
No. 105. } notary, Plaintiff ; against  
**SAMUEL HUBERDEAU**, Defendant.

The south east three-quarters part of lot of land number twenty-three, in the eleventh range of the township of Wickham, containing one hundred and fifty acres in superficies, more or less—with a house, barn and other dependencies thereon erected, now known under number six hundred and fifty (650), on the official plan and book of reference for the said township of Wickham.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 8th November, 1898. 4190  
[First published, 12th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } **EUGENE BRETON**, re-  
No. 163. } querant prohibition,  
against **FRANCOIS LANDRY ET AL.**, Defendants.

As belonging to the requerant prohibition.  
The north-east third of lot of land number twenty-six (26), in the third range of the township of Thetford ; bounded on both ends by the lines of the range, on one side north-easterly by a route, and on the other side south westerly to Edouard Lemay—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present case, which was to take place on the twenty-sixth day of April last, at ten o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, will take place at NINE o'clock in the forenoon, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 15th November, 1898. 4228  
[First published, 19th November, 1898.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Beauce.*  
Beauce, to wit : } **INIERE TASCHEREAU ET**  
No. 2834. } AL., Plaintiffs ; vs. **ISRAEL**  
**DROUIN**, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Joseph de la Beauce, in the Sainte Adèle range, of four arpents in front by twenty-four arpents in depth, known as numbers nine hundred and sixty-six and nine hundred and sixty-seven (966 and 967), of the official cadastre of the said parish of Saint Joseph de la Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Joseph de la Beauce, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 25 novembre 1898. 4391

[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } DAME ROSALIE GRE-  
No 2815. } NIER, Demanderesse ; vs.  
PIERRE POULIN, fils de Gabin, Défendeur, sa-  
voir :

Une terre connue aux plan et livre de renvoi offici-  
ciels du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de  
Tring, sous le numéro quatre cent vingt trois (423),  
et maintenant située dans la paroisse de Saint-  
Benoit-Labre—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-  
roisse de Saint-Benoit-Labre, le QUATRIEME  
jour de JANVIER prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 25 novembre 1898. 4393

[Première publication, 3 décembre 1898.]

Saint Joseph de la Beauce, on the FIFTH day of JANUARY next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 25th November, 1898. 4392

[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } DAME ROSALIE GRE-  
No. 2815. } NIER, Plaintiff; vs. PIERRE  
POULIN, son of Gabin, Defendant, to wit :

A land known on the official plan and book of  
reference of the cadastre for the parish of Saint  
Victor de Tring, as number four hundred and  
twenty-three (423), and now situate in the parish of  
Saint Benoit Labre—circumstances and dependen-  
cies.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Benoit Labre, on the FOURTH day of  
JANUARY next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 25th November, 1898. 4394

[First published, 3rd December, 1898.]

### Ventes par le Sherif—Beauharnois

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } DAME ANGELIQUE  
District de Beauharnois. } HUBERDEAU,  
No 407. } Demanderesse ; contre  
DAME MARIE HUBERDEAU, Défenderesse.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Philomène,  
sur la rivière Châteauguay, connue et dési-  
gnée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite  
paroisse de Sainte-Philomène, sous le numéro  
cinquante neuf (59), mesurant trois arpents et  
douze pieds de largeur sur trente-huit arpents de  
profondeur—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Sainte-Philomène, MARDI le  
TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à  
ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 8 novembre 1898. 4147-2

[Première publication, 12 novembre 1898.]

### Sherif's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Québec, } DAME ANGELIQUE  
District of Beauharnois. } HUBERDEAU,  
No. 407. } Plaintiff; against DAME  
MARIE HUBERDEAU, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Philomene,  
on the river Chateauguay, known and designated  
on the official plan and book of reference of the  
said parish of Sainte Philomene, as number fifty-  
nine (59); measuring three arpents and twelve  
feet in width by thirty-eight arpents in depth—  
with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Sainte Philomene, on TUESDAY, the  
THIRTEENTH day of DECEMBER next, at  
ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 8th November, 1898. 4148

[First published, 12th November, 1898.]

### Ventes par le Sherif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } WILLIAM ALEXANDER  
No 11586. } HASTINGS, gérant, des  
cité et district de Montréal, Demandeur ; contre  
les terres et tenements de HENRY GOODRICK  
et HENRY LOUCH, tous deux des cité et district  
de Montréal, Défendeurs.

Un lot de terre ou emplacement faisant front sur  
la rue Carrière, dans le quartier Saint-Denis, de la

### Sherif's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-  
mentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective times  
and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } WILLIAM ALEXANDER  
No. 11586. } HASTINGS, manager,  
of the city and district of Montreal, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of HENRY  
GOODRICK and HENRY LOUCH, both of the  
city of Montreal, Defendants.

A certain lot of land or emplacement fronting on  
Carrière street, in the Saint Denis ward, of the said

dite cité de Montréal, ci-devant ville de la Côte Saint-Louis, particulièrement connu et décrit sous le numéro de cadastre deux cent quatre-vingt-douze (No 292), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hoche-laga—avec une maison en pierre, une maison en bois et autres bâties sus-érigées et avec tous les droits et circonstances appartenant à la dite propriété.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 29 novembre 1898. [Première publication, 3 décembre 1898.]

**MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH N. BROSSARD  
No 14. } ET HECTOR PREVOST,  
curateurs, de la cité de Montréal, dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile, comme curateurs aux biens de Napoléon Dorval et Dame Aurélie Dorval, épouse séparée de biens de Guillaume Mann, architecte, tous trois des cité et district de Montréal, et cette dernière dûment autorisée par son époux à faire affaires comme marchande publique, et faisant tous deux affaires en société, à Montréal, pour l'exploitation de l'hôtel Vancouver, sous la raison sociale de "Jos. Dorval," faillis, et DOMINIQUE MOROGH, Requéant.

Saisi comme appartenant à Dame Aurélie Dorval, l'un des dits faillis, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, connu comme lot de subdivision numéro quinze, du numéro officiel quatre-vingt sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent—avec bâties dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 29 novembre 1898. [Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } EDOUARD NORMAN-  
No 1582. } DUN, boulanger, de la ville de Longueuil, Demandeur ; contre les terres et tenements de GEORGE MOUNCEY, de la ville de Longueuil, district de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, de forme irrégulière, contenant soixante et sept pieds de front sur une profondeur de soixante et dix pieds, de là prenant cent vingt-quatre pieds de largeur sur trente-sept pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, tenant en front au chemin de Chambly, en profondeur à Charles Poirier, d'un côté, partie à un nommé Delorme et partie à un nommé Laurier, et de l'autre côté au sud-est au dit Charles Poirier—avec une maison en bois et brique, une boutique de boulanger, un four et autres bâties dessus construites ; le dit terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, sous le numéro cent neuf.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil le CINQUIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 30 novembre 1898. [Première publication, 3 décembre 1898.]

city of Montreal, formerly the town of Côte Saint Louis, properly known and described as cadastral number two hundred and ninety-two (No. 292), on the official plan and in the book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the county of Hoche-laga—with a stone house, a wooden house and other buildings thereon erected and with all the rights and appurtenances unto said property belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 29th November, 1898. [First published, 3rd December, 1898.]

**CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH N. BROSSARD  
No. 14. } AND HECTOR PREVOST,  
curators, of the city of Montreal, duly authorized under the authority of article 879 of the code of civil procedure, as curators to the estate of Napoléon Dorval and Dame Aurélie Dorval, wife separated as to property of Guillaume Mann, architect, all three of the city and district of Montreal, and the last one duly authorized by her husband to carry on business as a public trader, and both doing business in partnership, at Montreal, to run the Vancouver Hotel, under the style and firm of "Jos. Dorval", Insolvents, and DOMINIQUE MOROGH, petitioner.

Seized as belonging to Dame Aurélie Dorval, one of the said insolvents, the following lot of land, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, known as lot subdivision number fifteen, of the official number fourteen on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 29th November, 1898. [First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } EDOUARD NORMANDIN,  
No. 1582. } baker, of the town of Longueuil, Plaintiff ; against the lands and tenements of GEORGE MOUNCEY, of the town of Longueuil, district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the town of Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, of irregular shape, containing sixty-seven feet in front by a depth of seventy feet, from thence having one hundred and twenty-four feet in width by thirty-seven feet in depth, more or less, without warranty as to precise measurement : bounded in front by the Chambly road, in rear by Charles Poirier, on one side partly by one Delorme and partly by one Laurier, and on the other side to the south east by the said Charles Poirier—with a wooden and brick house, a bakery, an oven and outbuildings thereon erected ; said lot forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, as number one hundred and nine.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the FIFTH day of JANUARY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 30th November, 1898. [First published, 3rd December, 1898.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal

Montréal, à savoir : } **JOSEPH BELANGER**, marchand épicer, de la ville de Saint-Louis, dit district, Demandeur ; contre les terres et tenements de **CLEOPHAS MAISONNEUVE**, de la paroisse de la Longue Pointe, dit district, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de la Longue Pointe, district de Montréal ; borné en front par le chemin Saint-Léonard, connu et désigné comme subdivision deux cent soixante et douze du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe—sans bâtiments.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1898. 4439  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **EUGENE DUFAULT**, No 3005. } plâtrier, des cité et district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de **JEAN PIERRE VEBERT**, secrétaire-trésorier de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Etienne Lacroix. Défendeur par reprise d'instance, dans laquelle cause Dame Elodie Martineau, veuve de feu Etienne Lacroix, de la paroisse du Sault-au-Récollet, Annie Lacroix, épouse de Cyrille Proulx, et ce dernier pour autoriser son épouse Suzanne Lacroix, épouse de Joseph Pelletier, et ce dernier pour autoriser son épouse Caroline Lacroix, épouse de Basile Provost, et ce dernier pour autoriser son poise, ces derniers de la cité de Montréal, et généralement à tous les héritiers du dit feu Etienne Lacroix, en son vivant journalier, de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, en vertu d'un jugement du 22 juillet 1898, juge Loranger, sont mis en cause, André Desnoyers, Délima Desnoyers, épouse de Léon Lahaie, Caroline Desnoyers, épouse de Alfred Desautels, et ces deux époux pour autoriser leurs épouses, tous de la cité et district de Montréal, sont aussi défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Jean Pierre Vebert es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain terrain situé dans le village de Saint-Joseph de Bordeaux, comté d'Hochelega, district de Montréal—avec maison et autres bâtures y érigées, composé de la moitié sud-est de deux lots de terre formant l'encoignure nord-ouest des rues Fabre et Champlain, les dits lots connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-six et cent de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent vingt-trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Recollet, avec droit de passage dans une rue laissée par Régis Gagnon pour communiquer à la Rivière des Prairies, et ce à perpétuité ; la dite moitié ainsi saisie est bornée à l'est par la rue Fabre, au sud par la rue Champlain, d'un côté au nord par l'autre moitié ou résidu des susdits deux lots, et à l'ouest par le numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent vingt-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 9 novembre 1898. 4151-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH BELANGER**, merchant grocer, of the town of Saint Louis, said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CLEOPHAS MAISONNEUVE**, of the parish of Longue Pointe, said district, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of Longue Pointe, district of Montreal ; bounded in front by the Saint Leonard road, known and designated as subdivision two hundred and seventy-two of lot number three hundred and eighty-nine (389), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Longue Pointe—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 30th November, 1898. 4440  
[First published, 3rd December, 1898.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **EUGENE DUFAULT**, No. 3005. } plasterer, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JEAN PIERRE VEBERT**, secretary treasurer of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, district of Montreal, in his quality of curator to the vacant estate of the late Etienne Lacroix, Defendant in continuance of suit, in which suit Dame Elodie Martineau, widow of the late Etienne Lacroix, of the parish of Sault au Recollet, Annie Lacroix, wife of Cyrille Proulx, and the latter to authorize his wife, Suzanne Lacroix, wife of Joseph Pelletier, and the latter to authorize his wife, Caroline Lacroix, wife of Basile Provost, and the latter to authorize his wife, these latter of the city of Montreal, and generally to all the heirs of the said late Etienne Lacroix, in his lifetime laborer, of the parish of Sault au Recollet, in the district of Montreal, in virtue of a judgment of the 22nd of July, 1898, judge Loranger, are parties hereto (*mis en cause*), André Desnoyers, Délima Desnoyers, wife of Léon Lahaie, Caroline Desnoyers, wife of Alfred Desautels, and the two husbands to authorize their wives, all of the city and district of Montreal, are also defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Jean Pierre Vebert es-qualité, the following immovable, to wit :

A certain lot situate in the village of Saint Joseph de Bordeaux, county of Hochelega, district of Montreal—with a house and other buildings thereon erected, made up of the south east half of two lots of land forming the north west corner of Fabre and Champlain streets, said lots known and designated as numbers eighty-six and one hundred of the official subdivision of lot primitive number three hundred and twenty-three, on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, with right of way in a street left by Régis Gagnon to communicate with the River des Prairies, and this forever ; said half seized is bounded on the east by Fabre street, on the south by Champlain street, on one side to the north by the other half or residue of the above mentioned two lots, and on the west by number forty-eight of the official subdivision of the primitive lot number three hundred and twenty-six, of the aforesaid plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 9th November, 1898. 4152  
[First published, 12th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montréal.*

Montréal, à savoir : } **WILLIAM THOMAS DAVIDSON**  
 No 3004. } **SON MANUFACTURING COMPANY**, compagnie constituée en corporation et corps politique, ayant sa principale place d'affaires à Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **WILLIAM SEMMEL-HAACK**, de Verdun, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en le village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, connu et désigné comme partie du lot numéro dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, contenant trente-trois pieds en front de largeur, mesure anglaise, trente-cinq pieds de la largeur en arrière, par toute la distance entre le chemin public qui borne le dit lot en front et la propriété de C. Brault et L. Charlebois, formant partie du dit lot numéro dix huit (18), qui le borne en arrière suivant une ligne qui est une prolongation dans une ligne droite entre l'ouest, d'une clôture séparant la partie du lot présentement hypothéqué et celui du dit C. Brault ; borné vers l'est par partie du dit lot appartenant à O. Leblanc et à L. Charlebois—sans bâtisses.

2° Un autre emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste, contenant cinquante-deux pieds (52) en largeur, et plus ou moins, par quarante-cinq pieds (45) de profondeur sur la ligne sud, et connu et désigné sous le numéro trente (30), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire—et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 novembre 1898. Shérif, 4149.2  
 [Première publication, 12 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Court de Circuit—District of Montréal.*

Montréal, à savoir : } **URGEL PAUZÉ ET**  
 No. 12789. } **FRANÇOIS ALIAS FRANK PAUZÉ**, tous deux de la cité et du district de Montréal, entrepreneurs, et faisant affaires ensemble comme tels en la dite cité de Montréal, sous la raison sociale de "U. Pauzé & Fils." Demandeurs ; contre les terres et tenements de **JOSEPH GUERTIN**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un more au de terre sis et situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu et désigné comme étant le quart nord-ouest du lot de terre portant le numéro deux mille six cent vingt-cinq (2625), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, le dit quart contenant cinquante et un (51) pieds de front par quarante et un (41) pieds et six pouces (6) de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la rue Châteauguay, en arrière par partie du dit lot de terre deux mille six cent vingt-cinq (2625), d'un côté par le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux mille six cent vingt-six (2626), et de l'autre côté par la rue d'Argenson—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 novembre 1898. Député shérif, 4153-2  
 [Première publication, 12 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **WILLIAM THOMAS DAVIDSON**  
 No. 3004. } **MANUFACTURING COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business at Sainte-Cunégonde de Montréal, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **WILLIAM SEMMELHAACK**, of Verdun, in the county of Hochelaga, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, known and designated as forming part of lot number eighteen (18), of the official plan and book of reference of the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, containing thirty-three feet frontage in width, english measure, thirty-five feet wide in rear, by the whole distance between the public road which bounds the said lot in front and the property of C. Brault and L. Charlebois, forming part of the said lot number eighteen (18), which bounds it in rear, following a line which is a prolongation in a straight direction between the west, a fence separating the part of the lot now hypothecated and that of the said C. Brault ; bounded to the east by part of the said lot belonging to O. Leblanc and to L. Charlebois—without buildings.

2. Another lot situate and being at the same place ; bounded in front by Saint Jean Baptist street, containing fifty-two (52) feet in width, and more or less, by forty-five (45) feet in depth on the south line, and known and designated as number thirty (30), of the official plan and book of reference of the village of Saint Joachim de la Pointe Claire—and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th November, 1898. Sheriff, 4150  
 [First published, 12th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **URGEL PAUZÉ AND FRANK**  
 No. 12789. } **COIS ALIAS FRANK PAUZÉ**, both of the city and district of Montreal, contractors, and carrying on business together as such in the said city of Montreal, under the style and firm of U. Pauzé & Son, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOSEPH GUERTIN**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A piece of land situate and being in the Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, known and designated as being the north west quarter of the lot of land bearing the number two thousand six hundred and twenty-five (2625), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said quarter containing fifty-one (51) feet in front by forty-one (41) feet six (6) inches in depth, more or less ; bounded in front by Châteauguay street, in rear by part of the said lot of land number two thousand six hundred and twenty-five (2625), on one side by the lot of land known and designated as number two thousand six hundred and twenty-six (2626), and on the other side by d'Argenson street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 9th November, 1898. Deputy Sheriff, 4154  
 [First published, 12th November, 1898.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour de Circuit—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **CHARLES MILKS**, de la  
No 87. } cité d'Ottawa, province  
d'Ontario, écarisseur. Demandeur ; contre les terres  
et tenements de **DAVID MULLEN**, du canton de  
Wakefield, dans le district d'Ottawa, cultivateur et  
jobber, Défendeur, à savoir :

Ces certains lots de terre connus et désignés aux  
plan et livre de renvoi officiels du dit canton de  
Wakefield, dans le district d'Ottawa, comme les lots  
numéros deux "B" (2 B) et trois "B" (3 B), dans  
le septième rang de dit canton—avec les bâtisses et  
appartenances y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement en  
la cité de Hull, le **QUATRIEME** jour du mois de  
**JANVIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 30 novembre 1898. 4443  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Montréal.*

Ottawa, à savoir : } **CANADA INDUSTRIAL**  
No 1320. } **COMPANY (LIMITED)**,  
corps politique et dûment incorporé, ayant son  
principal bureau d'affaires en les cité et district de  
Montréal. Demanderesse ; contre les terres et tene-  
ments de **JOSEPH O. BURDETT**, avocat, de  
Heingham, Etat de Massachusetts, et **F. R. WHITE**,  
gentilhomme, de Lynn, dans le dit Etat de Massachu-  
setts, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dit défendeurs les  
immeubles suivants, à savoir :

1° La moitié indivise des parts et intérêts dans  
les mines et droits miniers, dans les étendues de  
terrains suivants, situés dans le canton de Temple-  
ton, dans le district d'Ottawa et province de Qué-  
bec, connus aux plan et livre de renvoi officiels du  
dit canton, sous les lots numéros treize D (13 D),  
quatorze A (14 A) et quatorze C (14 C), dans le  
second rang, dix-sept A (17 A) et vingt et un B  
(21 B), dans le sixième rang, seize B (16 B) et  
vingt A (20 A), dans le neuvième rang, neuf A  
(9 A), seize A (16 A) et vingt-huit (28), dans le  
dixième rang, contenant en tout environ mille  
acres, plus ou moins—avec ensemble tout l'outi-  
lage, machines, instruments, roulant et autres arti-  
cles de quelque nature que ce soit qui appartiennent  
aux dites mines et sont devenus immeubles par  
destination.

2° Tous les terrains suivants situés dans le dit  
canton de Templeton, dans le dit district d'Ottawa,  
connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit  
canton, comme les lots numéros seize B (16 B) et  
vingt A (20 A), dans le neuvième rang, neuf A  
(9 A), seize A (16 A) et vingt-huit (28), dans le  
dixième rang, contenant en tout environ six cents  
acres, plus ou moins ; à distraire cependant des  
dits terrains toutes les mines et droits miniers existants  
dans iceux.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement,  
dans la cité de Hull, le **SEIZIEME** jour de **JAN-**  
**VIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 30 novembre 1898. 4445  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Circuit Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **CHARLES MILKS**, of the city  
No. 87. } of Ottawa, province of Onta-  
rio, hever, Plaintiff ; against the lands and tenements  
of **DAVID MULLEN**, of the township of Wake-  
field, in the district of Ottawa, farmer and jobber,  
Defendant, to wit :

Those certain lots of land known and designated  
on the official plan and in the book of reference of  
the township of Wakefield, in the district of Ottawa,  
as lots two B (2 B) and three B (3 B), in the seventh  
range of said township—with the buildings and  
appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office in the city of  
Hull, on the **FOURTH** day of **JANUARY** next, at  
**TEN** of the clock in the forenoon.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 30th November, 1898. 4444  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Montreal.*

Ottawa, to wit : } **CANADA INDUSTRIAL**  
No. 1320. } **COMPANY (LIMITED)**,  
a body politic and corporate, having its principal  
place of business in the city and district of Mon-  
tréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of  
**JOSEPH O. BURDETT**, advocate, of Heingham,  
State of Massachusetts and **F. R. WHITE**, gentle-  
man, of Lynn, in the said State of Massachusetts,  
Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the  
following immovables, to wit :

1. The undivided half interest and share in the  
mine and mining rights, in the following tracts of  
land situate in the township of Templeton, in the dis-  
trict of Ottawa, known according to the official plan  
and book of reference of said township as lots num-  
bers thirteen D (13 D), fourteen A (14 A), and  
fourteen C (14 C), in the second range, seventeen A  
(17 A) and twenty one B (21 B), in the sixth range,  
sixteen B (16 B) and twenty A (20 A), in the ninth  
range, nine A (9 A), sixteen A (16 A) and twenty-  
eight (28), in the tenth range, containing in all  
about one thousand acres, more or less—with all  
the tools, machinery, plant, rolling stock and other  
appliances of all kinds pertaining to said mines  
and having become immovable by destination.

2. All the tracts of land situate in the said town-  
ship of Templeton, in the said district of Ottawa,  
known according to the official plan and book of  
reference of said township as lots numbers sixteen  
B (16 B) and twenty A (20 A), in the ninth range,  
nine A (9 A), sixteen A (16 A) and twenty-eight  
(28), in the tenth range, containing in all about six  
hundred acres, more or less ; to be distracted  
nevertheless from said tracts of land, all mines and  
mining rights existing on same.

To be sold at the registry office, in the city of  
Hull, on the **SIXTEENTH** day of **JANUARY**  
next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Sheriff's office, Sheriff.  
Hull, 30th November, 1898. 4446  
[First published, 3rd December, 1898.]

## Ventes par le Shérif—Québec

## Sheriff's Sales—Quebec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ELIMA GARNEAU, de la No 1505. } paroisse de Saint-Antoine de Tilly, veuve de Jean-Baptiste Daigle, en son vivant du même lieu, navigateur ; contre OMER GOSSELIN, ci-devant de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, maintenant dans les Etats-Unis d'Amérique, à savoir :

Le lot No 231 (deux cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de Tilly, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 1er décembre 1898

Shérif.  
447

[Première publication, 3 décembre 1898.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L**E CREDIT FONCIER No 2151. } **F**RANCO CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre DAME CELINA PELLETTIER, veuve de Charles-Napoléon Robitaille, de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, ayant son domicile élu pour les fins des présentes au bureau du protonotaire de la cour supérieure, au palais de justice, à Québec, à savoir :

1° Le lot No 520 (cinq cent vingt), du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre situé en la troisième concession de Gaudarville—circonstances et dépendances.

2° La partie nord du lot No. 6 (six), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un lot de terre, contenant un demi arpent de front sur dix arpents de profondeur ; borné au sud par Charles Drolet, au nord et à l'ouest par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Foye et celle de l'Ancienne-Lorette ou le lot No 520 ci-haut décrit, à l'est par Charles Drolet—circonstances et dépendances.

3° Le lot No 139 (cent trente-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un lot de terre situé en la deuxième concession de Gaudarville.

4° Le lot No 140 (cent quarante), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un lot de terre situé en la troisième concession de Gaudarville—avec bâtisses. Les susdits lots troisième et quatrième décrits pour être vendus en bloc.

5° Le lot No 137 (cent trente-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un lot de terre situé en la première concession de Gaudarville.

6° Le lot No 146 (cent quarante-six), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un lot de terre situé en la seconde concession de Gaudarville—avec bâtisses.

7° Le lot No 145 (cent quarante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un lot de terre situé en la troisième concession de Gaudarville—avec bâtisses. Les susdits lots cinquième, sixième et septième décrits pour être vendus en bloc.

Pour être vendus comme suit, savoir : le lot premièrement décrit, à la porte de l'église paroissiale

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **D**ELIMA GARNEAU, of the No. 1505. } parish of Saint-Antoine de Tilly, widow of Jean Baptiste Daigle, in his lifetime of the same place, mariner ; against OMER GOSSELIN, heretofore of the parish of Saint-Antoine de Tilly, now in the United States of America, to wit :

Lot No 231 (two hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Tilly, county of Lotbinière, being a lot situate in the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de Tilly, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 1st December, 1898

Shérif.  
4458

[First published, 3rd December, 1898.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **L**E CREDIT FONCIER No. 2151 } **F**RANCO-CANADIEN, body politic and incorporated, having its principal place of business in the city of Montréal, and carrying on business in the city of Québec ; against DAME CELINA PELLETTIER, widow of Charles Napoleon Robitaille, of the parish of Saint-Félix du Cap-Rouge, having elected domicile for the purposes hereof in the protonotary's office of the superior court, at the court house, at Québec, to wit :

1. Lot No. 520 (five hundred and twenty), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, county of Québec, being a lot situate in the third concession of Gaudarville—circumstances and dependencies.

2. The north part of lot No. 6 (six), of the official cadastre of the parish of Sainte-Foye, county of Québec, being a lot of land containing one half arpent in front by ten arpents in depth ; bounded on the south by Charles Drolet, on the north and west by the boundary line between the parish of Sainte-Foye and that of Ancienne Lorette, or lot No. 520, above described, on the east by Charles Drolet—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 139 (one hundred and thirty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint-Félix du Cap-Rouge, county of Québec, being a lot of land situate in the second concession of Gaudarville.

4. Lot No. 140 (one hundred and forty), of the official cadastre of the parish of Saint-Félix du Cap-Rouge, county of Québec, being a lot of land situate in the first concession of Gaudarville—with buildings. The said lots thirdly and fourthly described to be sold together.

5. Lot No. 137 (one hundred and thirty-seven), of the official cadastre of the parish of Saint-Félix du Cap-Rouge, county of Québec, being a lot situate in the first concession of Gaudarville.

6. Lot No. 146 (one hundred and forty-six), of the official cadastre of the parish of Saint-Félix du Cap-Rouge, county of Québec, being a lot of land situate in the second concession of Gaudarville—with buildings.

7. Lot No. 145 (one hundred and forty-five), of the official cadastre of the parish of Saint-Félix du Cap-Rouge, county of Québec, being a lot of land situate in the third concession of Gaudarville—with buildings. The said lots fifthly, sixthly and seventhly described to be sold together.

To be sold as follows, to wit : the lot firstly described, at the parochial church door of Ancienne

de l'Ancienne Lorette, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin, le lot deuxièmement décrit, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi, et les cinq autres lots à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix du Cap Rouge, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 1er décembre 1898, 4459  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : ) **CYRILLE TESSIER**, de la  
No. 2650. ) Cité de Québec, notaire, et  
DEMOISELLE **JULIE VEZINA**, de la ville de Trois-  
Rivières, fille majeure ; contre **BARTHELEMIÉ**  
**LECLERC**, de la cité de Québec, forgeron, à  
savoir :

La moitié ouest du lot No. 3959 (trois mille neuf cent cinquante-neuf), du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, le dit No. 3959 étant un emplacement contenant quarante-deux pieds et neuf pouces de front sur la rue Artillery, et n'ayant que trente-six pieds et neuf pouces à la profondeur sur soixante et six pieds et six pouces de profondeur sur la rue Berthelot—avec bâtisses. A la charge d'une rente foncière de huit piastres et treize centins et demi, payable le premier mai à Cyrille Tessier et autres.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 10 novembre 1898, 4165-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sord. à savoir : ) **A COMPAGNIE DES MOU-**  
N. 4210. ) **LINS A BOIS TOURVILLE**,  
corps politique et incorporé, ayant son principal  
bureau d'affaires en la cité et district de Montréal,  
Demanderesse ; contre **JEAN BAPTISTE ROY**,  
de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de  
Richelieu, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Antoine, en la première concession, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine, sous le numéro quatre-vingt-trois (No. 83)—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine, comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-deux (pt. No. 82), tenant au sud-est à la rivière Richelieu, derrière et du côté sud-ouest à Félix Langevin, et du côté nord-est au No. 83, de la contenance de soixante pieds de front sur la profondeur qu'il y a, à partir de la rivière Richelieu à aller à la clôture construite à la profondeur du dit emplacement—avec les bâtisses dessus érigées.

3° Un terrain situé au même lieu, de la contenance d'un demi arpent de front sur environ trente arpents de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-

Lorette, on the FIFTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; the lot secondly described, at the parochial church door of Saint Foye, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon, and the five other lots at the parochial church door of Saint Félix du Cap Rouge, on the SEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Québec, 1st December, 1898, 4460  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Québec Circuit.*

Québec, to wit : ) **CYRILLE TESSIER**, of the  
No. 2650. ) City of Québec, notary, and  
Miss **JULIE VEZINA**, of the town of Three Rivers,  
spinster ; against **BARTHELEMIÉ LECLERC**,  
of the city of Québec, blacksmith, to wit :

The west half of lot No. 3959 (three thousand nine hundred and fifty-nine), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Québec, the said No. 3959 being a lot containing forty-two feet and nine inches in front on Artillery street, and having only thirty-six feet nine inches in rear, by sixty-six feet six inches in depth on Berthelot street—with buildings. Subject to the charge of a ground rent of eight dollars and thirteen cents and a half, payable on the first of May to Cyrille Tessier and others.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Québec, 10th November, 1898, 4166  
[First published, 12th November, 1898.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sord. to wit : ) **A COMPAGNIE DES MOU-**  
No. 4210. ) **LINS A BOIS TOURVILLE**,  
a body politic and corporate, having its principal  
place of business in the city and district of Mon-  
tréal, Plaintiff ; against **JEAN-BAPTISTE ROY**,  
of the parish of Saint-Antoine, in the district of  
Richelieu, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Saint-Antoine, in the first concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine, as number eighty three (No. 83)—with the buildings thereon erected.

2. A lot situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine, as forming part of lot number eighty two (pt. No. 82) ; bounded on the south east by the river Richelieu, in rear and on the south west side by Félix Langevin, and on the north east side by No. 83, containing sixty feet in front by the depth there may be starting from the river Richelieu and going to the fence built at the rear of the said lot—with the buildings thereon erected.

3. A lot situate at the same place, containing one half arpent in front by about thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-

Antoine, savoir : d'un demi arpent de front sur dix arpents de profondeur, à partir de la rivière Richelieu sous le numéro quatre-vingt-onze (No 91), et ensuite d'un demi arpent de front sur environ vingt arpents de profondeur, comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-neuf (pt. No 89), tenant au sud-est au dit lot numéro quatre-vingt-onze (No 91), au nord-ouest au lot No 88, du côté nord-est au lot No 94, et du côté sud-ouest à l'autre partie du lot No 89, appartenant à Louis Courtemanche—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine, le QUATORZIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 8 novembre 1898. 4155-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 2365. } **DAME CELINA TETU**, veuve de feu Pierre Louis Gauvreau, en son vivant notaire, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, Demanderesse ; contre **ELIE POIRIER**, de la paroisse de Saint-Moïse, district de Rimouski, cultivateur, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Moïse, dans le canton Awantjish, dans le rang nord-est du chemin Matapédia, comprenant environ deux cent neuf acres en superficie, portant les numéros soixante-quinze (75), soixante-seize (76), et le résidu du dit numéro soixante-seize, contenant neuf acres en superficie, des subdivisions primitives de l'arpentage du dit canton Awantjish, et étant les numéros soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept et soixante-dix-huit (74, 75, 76, 77 et 78), du cadastre officiel du canton Awantjish, paroisse de Saint-Moïse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le QUINZIÈME jour de DECEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFR. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 8 novembre 1898. 4141-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 99. } **A FONDERIE DE PLESSISVILLE**, corps politique et incorporé, en vertu des lois de cette province, ayant son principal bureau d'affaires dans le village de Plessisville, Demanderesse ; vs. **ARSENE HUDON** et **PASCHAL HUDON**, tous deux de la paroisse de Saint-Donat, dans le comté de Rimouski, propriétaires de moulins, Défendeurs, savoir :

Un emplacement situé dans le second rang de la paroisse de Saint-Donat, contenant trois arpents en superficie—avec maison, moulin à scie et autres bâtisses dessus construits ; borné au nord à Xavier Langlois, au sud à Philadelphie Bérubé, à l'est au même et à la rivière Neigette, à l'ouest à la route faisant partie du numéro cent quatre-vingt-treize (193), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Donat. A distraire du moulin toutes les ma-

Antoine to wit : of one half arpent in front by ten arpents in depth, starting from the river Richelieu as number ninety-one (No. 91), and afterwards of one-half arpent in front by about twenty arpents in depth, as being part of lot number eighty-nine (pt No. 89) ; bounded on the south east by the said lot number ninety-one (No. 91), on the north west by lot No. 88, on the north east side by lot No. 94, and on the south west side by the other part of lot No. 89, belonging to Louis Courtemanche—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine, on the FOURTEENTH day of the month of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 8th November, 1898. 4156  
[First published, 12th November, 1898.]

### Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 2365. } **DAME CELINA TETU**, widow of the late Pierre Louis Gauvreau, in his lifetime, notary, of the town of Saint Germain of Rimouski, Plaintiff ; against **ELIE POIRIER**, of the parish of Saint Moïse, district of Rimouski, farmer, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Moïse, in the township Awantjish in the range north east of the Matapédia road, containing about two hundred and nine acres in area, being numbers seventy-five (75), seventy-six (76), and the residue of the said number seventy-six, containing nine acres in area, of the primitive subdivisions of the survey of the said township Awantjish, and being numbers seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven and seventy-eight (74, 75, 76, 77 and 78), of the official cadastre of the township Awantjish, parish of Saint Moïse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the FIFTEENTH day of DECEMBER, one thousand eight hundred and ninety-eight, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 8th November, 1898. 4142  
[First published, 12th November, 1898.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 99. } **A FONDERIE DE PLESSISVILLE**, a body politic and incorporated, in virtue of the laws of this province, having its chief place of business in the village of Plessisville, Plaintiff ; vs. **ARSENE HUDON** and **PASCHAL HUDON**, both of the parish of Saint Donat, in the county of Rimouski, mill owners, Defendants, to wit :

A lot situate in the second range of the parish of Saint Donat, containing three arpents in area—with house, saw mill and other buildings thereon erected ; bounded on the north by Xavier Langlois, on the south by Philadelphie Bérubé, on the east by the same party and by the river Neigette, on the west by the by-road forming part of number one hundred and ninety-three (193), of the official cadastre of the said parish of Saint Donat. Reserving from

chînes, machineries, poulies, courroies et tout ce qui peut servir à l'exploitation du moulin comme machines, lesquelles dites machines, machineries, etc., sont la propriété de la Fonderie de Plessisville, la demanderesse en cette cause. A charge d'une rente de dix-sept piastres courant, payable au dit Philadelphie Bérubé, le 1er de novembre de chaque année, en vertu d'un acte de vente à rente constituée, passé devant Mre J. V. Gagnon, notaire, le 8 novembre 1897.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat, le SIXIEME jour de DECEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN, Député shérif,  
Bureau du shérif, Rimouski, 31 octobre 1898. 4655-2  
[Première publication, 5 novembre 1898.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir: } LEONARD THOMAS, No 120. } du village de Melbourne, dans le district de Saint-François, gentilhomme, Demandeur; contre les terres et tenements de J. M. NUNNS et G. B. CORAM, tous deux du village de Melbourne, W. E. Jones, de la ville de Richmond, et F. H. Nunns, de la ville de Coaticook, tous du district de Saint-François, et Henry A. Allen et Z. Labelle, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au dit W. E. Jones, un des dits défendeurs, l'immeuble suivant, à savoir:

Un morceau de terre situé dans la ville de Richmond, dans le comté de Richmond, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quinze, dans le quatorzième rang des lots du canton de Cleveland, contenant environ un demi-acre en superficie, plus ou moins; borné en front vers l'ouest par la rue du Collège, en arrière à l'est et d'un côté vers le nord par la propriété de Richard N. Webber, et de l'autre côté vers le sud par la propriété de F. A. Cleveland—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la ville de Richmond, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH, Shérif.  
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 30 novembre 1898. 4435  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Saint-François, à savoir: } JOSEPH VEZINA, No 61. } du village de Warwick, THOMAS BUTEAU et ALFRED PROULX, de la ville de Victoriaville, et y faisant ci-devant affaires en société comme machinistes et fondeurs, sous les nom et raison de "Vézina, Buteau et Proulx", Demandeurs; contre les terres et tenements de JOSEPH BRULOTTE, ci-devant du canton de Ham Nord, et maintenant du canton d'Emberton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir:

Un morceau de terre situé dans le second rang du canton d'Emberton, district de Saint-François,

the mill all the machines, machineries, pulleys, belts and all that serves for working the mill, which said machines, machinery, &c., are the property of La Fonderie de Plessisville, the plaintiff in this cause. Subject to the charge of a rent of seventeen dollars currency, payable to the said Philadelphie Bérubé, on the first of November of every year, in virtue of a deed of sale on constituted rent, passed before Mre J. V. Gagnon, notary, on the 8th of November, 1897.

To be sold at the church door of the parish of Saint Donat, on the SIXTH day of DECEMBER, one thousand eight hundred and ninety eight, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN, Deputy Sheriff,  
Sheriff's Office, Rimouski, 31st October, 1898. 4056  
[First published, 5th November, 1898.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit: } LEONARD THOMAS, No. 120. } of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of J. M. NUNNS and G. B. CORAM, both of the village of Melbourne, W. E. Jones, of the town of Richmond, and F. H. Nunns, of the town of Coaticook, all in the district of Saint Francis, and Henry A. Allen and Z. Labelle, both of the city and district of Montreal, Defendants, jointly and severally.

Seized as belong to the said W. E. Jones, one of the said defendants, the following immovable property, to wit:

A piece of land situate in the town of Richmond, in the county of Richmond, in the district of Saint Francis, known and designated as being part and portion of the lot number fifteen, in the fourteenth range of lots of the township of Cleveland, containing about one half acre in superficies, more or less; bounded in front towards the west by College street, in rear to the east and on one side towards to north by the property of Richard N. Webber, and on the other side towards the south by the property of F. A. Cleveland—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane of Richmond, in the town of Richmond, on the THIRD day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sherbrooke, 30th November, 1898. 4436  
[First published, 3rd December, 1898.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Saint Francis, to wit: } JOSEPH VEZINA, No. 61. } of the village of Warwick, THOMAS BUTEAU and ALFRED PROULX of the town of Victoriaville, and there carrying on business in copartnership as machinists and founders, under the style and firm of "Vézina, Buteau & Proulx", Plaintiffs; against the lands and tenements of JOSEPH BRULOTTE, heretofore of North Ham, and now of the township of Emberton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit:

A piece of land situate in the seconde range of the township of Emberton, in the district of Saint

connu comme étant le coin sud-ouest du lot numéro vingt-deux a (No 22a), sur les plan de cadastra et livre de renvoi officiels du dit canton d'Emberton ; borné à l'ouest par le chemin conduisant de Chartierville, à la ligne provinciale, à l'est et au nord par une autre partie du même lot, appartenant à Charles Martin, et au sud par la ligne sud du même lot, mesurant environ deux arpents le long du dit chemin, et un arpent en profondeur, et contenant deux arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses érigées et améliorations faites, comprenant un moulin à scie avec toutes les machineries y contenues et y appartenant, consistant en un engin, une chaudière à vapeur, une scie à planches avec chariot, un appareilleur, une machine à rainure et à languette, une machine à bardeaux, une machine à douves (clap-board), deux scies à refendre et un moulin à provende, avec toutes les poulies, arbres de couche et courroies dans le dit moulin et y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de La Décollation de Saint-Jean-Baptiste, dans le dit canton d'Emberton, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 9 novembre, 1899. 4089-2  
[Première publication, 12 novembre, 1898.]

Francis, known as being the south west corner of the lot number twenty-two a (No. 22 a), on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Emberton ; bounded on the west by the road leading from Chartierville to the Provincial line, on the east and on the north by another part of the same lot belonging to Charles Martin, and on the south by the south line of the same lot, measuring about two arpents along the said road, and one arpent in depth, and containing two arpents in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made, comprising a saw mill with all the machinery therein contained and thereto belonging, consisting of one engin and one boiler, one board saw with carriage, one trimmer, one tongue and grooving machine, one shingle machine, one clap-board machine, two splitting saws and one provender mill, with all the pulleys, shaftings and beltings in the said mill and appertaining thereto.

To be sold at the church door of the parish of La Décollation de Saint-Jean-Baptiste, in the said township of Emberton, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, November, 9th 1898. 4090  
[First published, 12th November, 1898.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada, } SIR WILLIAM  
Province de Québec, } HULES HINGS-  
District de Saint-Hyacinthe. } TON, Demandeur ;  
No. 532. } contre JOSEPH MA-  
JOR, Défendeur.

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Hugues, sur la rue Lafontaine, comté de Bagot, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hugues, sous le numéro cent soixante et six (No 166)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hugues, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 7 novembre, 1898. 4115-2  
[Première publication, 12 novembre, 1898.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } JEAN B. B. PREVOST,  
Sainte-Scholastique, à } Demandeur ; contre  
savoir : No. 401. } DAME L. A. WHEELER  
ET AL., Défendeurs, savoir :

1° Deux lots de terre situés dans le premier rang du canton de Grandison, Mission de Saint-Jovite, district de Terrebonne, connus et désignés sous les

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada, } SIR WILLIAM  
Province of Quebec, } HULES HINGS-  
District of Saint Hyacinthe. } TON, Plaintiff ;  
No. 532. } against JOSEPH  
MAJOR, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Hugues, on Lafontaine street, Bagot county, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Hugues, as lot number one hundred and sixty-six (No. 166)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Hugues, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Hyacinthe, 7th November, 1898. 4116  
[First published, 12th November, 1898.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } JEAN B. B. PREVOST,  
Sainte Scholastique, } Plaintiff ; against  
to wit : No. 401. } DAME L. A. WHEELER  
ET AL., Defendants, to wit :

1° Two lots of land situate and being in the first range of the township of Grandison, Mission of Saint Jovite, district of Terrebonne, known and

numéros vingt-un et vingt-deux (21 et 22)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro treize (13).

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quinze (15).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la Mission de Saint-Jovite, dit district, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 novembre 1898. 4433  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } DAME CARMELIA  
Sainte-Scholastique, } BRUCHESI ET VIR.,  
à savoir : No 436. } Demandeurs; vs. DAME  
JOSEPHINE LEFEBVRE ES QUALITÉ, Défende-  
resse, savoir :

1° Un lot de terre situé en la côte Saint-Etienne, paroisse de Saint-Benoit, district de Terrebonne, comme étant la moitié ouest du lot désigné, sous le numéro trois cent quarante-quatre (344), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Benoit—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre situé en la côte Saint-Vincent, même paroisse, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-deux (362), aux mêmes plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Benoit.

Pour être vendus à la porte de l'église par issiale de la paroisse de Saint-Benoit, dit district, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 novembre 1898. 4401  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.*

District de Terrebonne } EDOUARD L. DE  
Ste-Scholastique, savoir : } BELLEFEUILLE  
No 1083. } ET AL., Demandeurs; vs.  
JOSEPH ROCQUIN, Défendeur, savoir :

Deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Columban, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous les numéros deux cent soixante et quinze et deux cent soixante et seize (275 et 276).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Saint-Columban, dit district, le QUINZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 7 novembre 1898.  
[Première publication, 12 novembre 1898. 4119-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure*

District de Terrebonne, } DAME ELIZA-  
Sainte-Scholastique, savoir : } BETH WOOD  
No 222. } ET VIR., Demandeurs;  
vs. MAXIME VERDON, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Augustin, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Saint-Augustin, sous le numéro deux cent treize (213)—avec les bâtisses y érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-Scholastique, dit district, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Sainte-Scholastique, sous le numéro soixante-cinq (65), moins, cependant, l'emplacement d'un arpent en superficie appartenant à Antoine Joly—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus comme suit, savoir : l'immeuble

designated as numbers twenty-one and twenty-two (21 and 22)—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated as number thirteen (13).

3° Another lot of land situate at the same place, known and designated as number fifteen (15).

To be sold at the catholic church door of the Mission of Saint Jovite, said district, on the FOURTH day of JANUARY next (1899), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 28th November, 1898. 4404  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } DAME CARMELIA  
Sainte Scholastique, } BRUCHESI ET VIR.,  
to wit : No. 436. } Plaintiffs; vs. DAME  
JOSEPHINE LEFEBVRE ES QUALITÉ, Defendant,  
to wit :

1. A lot situate in the Côte Saint Etienne, parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, being the west half of the lot designated as number three hundred and forty-four (344), on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Benoit—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the Côte Saint Vincent, same parish, known and designated as number three hundred and sixty-two (362), on the same official plan and book of reference, made for the said parish of Saint Benoit.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Benoit, said district, on the SEVENTH day of JANUARY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 28th November, 1898. 4402  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.*

District of Terrebonne, } EDOUARD L. DE  
Ste. Scholastique, to wit : } BELLEFEUILLE  
No. 1083. } ET AL., Plaintiffs; vs.  
JOSEPH ROCQUIN, Defendant, to wit :

Two lots of land situate in the parish of Saint Columban, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, as numbers two hundred and seventy-five and two hundred and seventy-six (275 and 276).

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Columban, said district, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 7th November, 1898.  
[First published, 12th November, 1898.] 4120

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } DAME ELIZA-  
Sainte Scholastique, to wit : } BETH WOOD  
Noi. 222. } ET VIR., Plaintiffs; vs.  
MAXIME VERDON Defen- ant, to wit :

1. A lot situate in the parish of Saint Augustin, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Augustin, as number two hundred and thirteen (213)—with the buildings thereon erected.

2. A land situate in the parish of Sainte Scholastique, said district, known and designated on the official plan and book of reference made for the said parish of Sainte Scholastique, as number sixty-five (65), less, however, the lot of one arpent in area belonging to Antoine Joly—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : the lot firstly des

en premier lieu désigné, à la porte de l'église catholique du village de Saint-Augustin, dit district, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et l'immeuble en second lieu désigné, dans notre bureau, au village de Sainte-Scholastique, dit district, le MEME JOUR jour, à DEUX heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 8 novembre 1898. 4121-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Montréal, }  
Sainte-Scholastique, à savoir : } **DAME ANGE-  
LIQUE LA-  
PIERRE, ES-  
QUALITÉ, Demanderesse; contre ARMEUS PILON,  
Défendeur, à savoir :**

Deux lopins de terre situés en la paroisse de Saint-Placide, district de Terrebonne, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse, sous les numéros deux cent cinquante-cinq et deux cent cinquante-six (255 et 256)—avec les bâtisses y érigées.

A distraire, cependant, sur l'immeuble No 256, un emplacement tel qu'actuellement enclos.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Saint-Placide, dit district, le TREIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 8 novembre 1898. 4123-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ARTHUR OLIVIER,  
No 247. } A Demandeur; contre  
NORBERT BEAUCHESNE, Défendeur.**

1° Un lopin de terre situé dans la paroisse de Bécancour, à l'endroit appelé L'Anse, contenant environ deux arpents, trois perches et neuf pieds de largeur sur une profondeur de quatre arpents dans la ligne nord-est, et de six arpents et quatre perches dans la ligne sud-ouest; borné devant au fleuve Saint-Laurent, à l'autre bout à la rivière Bécancour, du côté sud à Joseph Levasseur, et du côté nord par J. A. Blondin et Alfred Beauchesne, avec les droits de passage qui peuvent exister en faveur du dit terrain, et sans garantie quant à la division de ce terrain avec le numéro cinq cents (500), le dit lopin de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent un (501), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour.

2° Une terre située au quatrième rang du fief Dutord, en la dite paroisse de Bécancour, contenant un arpent et demi, plus ou moins, de front sur soixante et deux arpents, plus ou moins, de profondeur; borné devant à Victor Fournier, en profondeur à la ligne du fief Cournoyer, du côté nord-est à J. A. Blondin, et du côté sud-ouest à Pierre Deshaies, fils, en bois debout avec tous droits de passage que le saisi peut avoir sur les terres du troisième rang pour communiquer au dit terrain, la dite terre connue et désignée sous le numéro trois cent vingt-sept (327), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour.

3° Une terre située au premier rang du fief Dutord, dans la dite paroisse de Bécancour, contenant

cribed at the catholic church door of the village of Saint-Augustin, said district, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon; and the lot secondly described, at our office, in the village of Sainte-Scholastique, said district, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 8th November, 1898. 4122  
[First published, 12th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Montreal, }  
Sainte-Scholastique, to wit : } **DAME ANGE-  
LIQUE LA-  
PIERRE, ES-  
QUALITÉ, Plaintiff; against ARMEUS PILON,  
Defendant, to wit**

Two lots of land situate in the parish of Saint-Placide, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference made for the said parish, as numbers two hundred and fifty-five and two hundred and fifty-six (255 and 256)—with the buildings thereon erected.

Reserving, however, from lot No. 256, a lot such as actually fenced in.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Saint-Placide, said district, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 8th November, 1898. 4124  
[First published, 12th November, 1898.]

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **ARTHUR OLIVIER,  
No. 247. } A Plaintiff; against  
NORBERT BEAUCHESNE, Defendant.**

1. A lot of land situate in the parish of Bécancour, at the place called the Cove (l'Anse), containing about two arpents, three perches and nine feet in width by a depth of four arpents on the north east line, and of six arpents and four perches on the south west line; bounded in front by the river Saint-Lawrence, at the other end by the river Bécancour, on the south side by Joseph Levasseur, and on the north side by J. A. Blondin and Alfred Beauchesne, with the rights of passage which may exist in favor of the said lot, and without warranty as to the division of this lot from number five hundred (500), said lot of land known and designated as number five hundred and one (501), of the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour.

2. A land situate in the fourth range of the fief Dutord, in the said parish of Bécancour, containing one arpent and a half, more or less, in front by sixty-two arpents, more or less, in depth; bounded in front by Victor Fournier, in rear by the line of the fief Cournoyer, on the north east side by J. A. Blondin, and on the south west side by Pierre Deshaies, junior, uncleared, with all the rights of passage which the party seized may have on the lands of the third range to communicate from the said lot, said land known and designated as number three hundred and twenty-seven (327), of the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour.

3. A land situate in the first range of the fief Dutord, in the said parish of Bécancour, containing

deux arpents, plus ou moins, de front sur vingt-deux arpents plus ou moins de profondeur—avec maison, grange, sus érigées, et connue et désignée sous le numéro cent vingt cinq (125), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour; à distraire de la dite terre les emplacements d'Onésime Dorval et de Narcisse Prince, suivant leurs titres.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Bécancour, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 novembre 1898. 4431  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

#### MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } EUGENE PANNE-  
No 23. } TON, Requéran-  
cession; contre PAUL GELINAS, Débiteur cé-  
dant, et ARTHUR HOULD, Curateur.

Une terre située sur le premier rang de l'augmentation de Caxton, en la paroisse de Saint-Barnabé, du contenu de quatre vingt-deux arpents en superficie, plus ou moins, et connue et désignée sous les numéros trois cent soixante et trois et trois cent soixante et quatre (363 et 364), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Barnabé—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le TREIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 novembre 1898. 4135-2  
[Première publication, 12 novembre 1898.]

#### Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 novembre 1898, de nommer MM. Pantaléon Pelletier, médecin, de Sherbrooke, et Robert Craik, médecin, de la cité de Montréal, membres du conseil d'hygiène de la province de Québec.

4461

#### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de novembre (1898), incorporant James Simpson, entrepreneur, Edmond Sheppard, entrepreneur, Charles B. Gordon, manufacturier, George W. Gardiner, comptable, John A. Findlay, teneur de livres, George J. Sheppard, gérant, A. George Brooke Claxton, avocat, Frederick E. Nelson, marchand, Howard Wilson, commis, Herbert Molson, commis, Hartland B. McDougall, commis, Herbert B. Ames, échevin, George Boulter, marchand, Ernest W. Dawson, commis, Harry L. Shaw, commis, Edward A. James, commis, James L. Gardner, commis-voyageur, Richard J. Tooke, manufacturier, Frederick W. Evans, gérant d'assurance, Andrew H. Ewing, marchand, William C. Finley, marchand, Samuel A. Finley, architecte, William Fair, courtier, Frederick W. Barlow, agent de change,

two arpents, more or less, in front by twenty-two arpents more or less in depth—with a house and barn thereon erected, and known and designated as number one hundred and twenty-five (125), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour; reserving from the said land the lots of Onésime Dorval and of Narcisse Prince, according to their title deeds.

To be sold at the church door of the parish of Bécancour, on the FOURTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 30th November, 1898. 4432  
[First published, 3rd December 1898.]

#### CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } EUGENE PANNETON,  
No. 23. } Petitioner for assign-  
ment; against PAUL GELINAS, Insolvent debtor,  
and ARTHUR HOULD, Curator.

A land situate in the first range of the Gore of Caxton, in the parish of Saint Barnabé, containing eighty-two arpents in area, more or less, and known and designated as numbers three hundred and sixty-three and three hundred and sixty-four (363 et 364), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Barnabé—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 9th November, 1898. 4136  
[First published, 12th November, 1898.]

#### Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 23rd of November, 1898, to appoint Messrs Pantaléon Pelletier, physician, of Sherbrooke, and Robert Craik, physician, of the city of Montreal, members of the council of health of the province of Québec.

4462

#### Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "joint stock companies incorporation act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of November (1898), incorporating James Simpson, contractor, Edmond Sheppard, contractor, Charles B. Gordon, manufacturer, George W. Gardiner, accountant, John A. Findlay, bookkeeper, George J. Sheppard, manager, A. George Brooke Claxton, advocate, Frederick E. Nelson, merchant, Howard Wilson, clerk, Herbert Molson, clerk, Hartland B. McDougall, clerk, Herbert B. Ames, alderman, George Boulter, merchant, Ernest W. Dawson, clerk, Harry L. Shaw, clerk, Edward A. James, clerk, James L. Gardner, commercial traveller, Richard J. Tooke, manufacturer, Frederick W. Evans, insurance manager, Andrew H. Ewing, merchant, William C. Finley, merchant, Samuel A. Finley, architect, William Fair, broker, Frederick W. Barlow, stock broker, Ernest Howard, stock broker,

Ernest Howard, agent de change, Walter C. Hagar, agent, William C. Hodgson, commis, Charles A. Hodgson, marchand, Charles M. Hart, commis, F. William Molson, brasseur, E. Goff Penny, membre du parlement, James George Ross, comptable, William G. Ross, caissier, William P. Slessor, marchand, Andrew Shearer, entrepreneur, Amos Cowen, entrepreneur, George H. Smithers, agent de change, William J. Turpin, agent de change, James C. Wilson, manufacturier, James Walker, marchand de quincaillerie, David Angus, orfèvre, Russell Bowie, commis, William Blacklock, marchand, William Boulling, jr., agent de fret, William H. Ball, instructeur, Thomas Beilby, commis-voyageur, William Bramly, manufacturier, E. Herbert Brown, secrétaire-trésorier, James D. Cameron, avocat, Charles M. Cameron, commis, Thomas H. Christmas, gérant, Allan Cameron, jr., commis, Herbert G. Collins, commis, Robert J. Douglas, teneur de livres, Maurice Davis, manufacturier, Albert Demers, Cajetan Dufort, architecte, William O. H. Dodds, caissier, Robert E. Elliott, commis, William Fenwick, teneur de livres, Alfred G. Gardner, agent, David T. Gillellan, commis, C. H. Goulden, chapelier, Andrew H. Gault, gentilhomme, William R. Granger, gérant, Frederick W. Gross, manufacturier, James R. Gordon, marchand, James E. Gatehouse, commis, John W. Graham, commis, Arthur Harries, gérant, Robert Henders, agent, Henry Hill, chimiste, Henry W. Hill, commis, John T. Hager, gérant, Ernest Hutchison, teneur de livres, Robert Jones, commis, Robert J. Inglis, marchand-tailleur, Alfred Lighthead, caissier, John Lewis, chimiste, Fred. R. Larmonth, courtier, Gordon A. Melville, pourvoyeur, James Morrison, maçon, Walter L. Moran, commis, George H. Munroe, commerçant, Alexander Munroe, commerçant, David W. McLaren, marchand, William B. T. MacAuley, maître, Wilmer T. McLaurin, marchand, Lewis B. McFarlane, surintendant, Thomas R. McArthur, marchand, Robert D. MacPhail, William M. Northey, commis, Arthur E. Peel, entrepreneur, Joseph Pont, commerçant, William Patterson, tailleur, Louis Rubenstein, marchand, Israel Rubenstein, manufacturier, Jacob Rubenstein, manufacturier, Henry C. Russell, commis, Alexander S. Robertson, chapelier, William T. Rodden, Duncan Robertson, agent, Lazarus Rubenstein, manufacturier, Robert W. Rough, pourvoyeur, Arthur W. Adams, commis, W. George Ayling, commis, J. Stafford Bishop, commis, John D. Baile, marchand, Patrick Dubée, commis, Lorne Edgar, commis, Alfred D. Kyle, marchand, A. Thomas Lane, commis, Henry F. Millar, commis, Frederick G. Pendleton, commis, William B. S. Reddy, notaire, Henry C. Scott, agent de change, R. Montgomery Rodden, architecte, John H. Robertson, marchand, Richard Steacie, commis, W. Barclay Stephens, gérant, George Sumner, jr., commis, Arthur L. Sumner, commis, Rolloh Simpson, commis, Alexandre Scott, confiseur, John E. Shultze, marchand, John Tough, caissier, William C. Wilson, manufacturier, David S. Walker, marchand, Laurence A. Winter, caissier, John Wighton, maçon, Arthur L. Willison, commis, John H. Wallace, agent de change, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la cité de Montréal et dans la ville de Westmount, un rond avec auditoire pour le jeu de Hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, jouer des opéras d'été, vaudevilles, établir des jardins d'été, tenir des expositions de chevaux, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables ;

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir toutes bâtisses ou bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets ;

(C) De louer, acheter, acquérir les immeubles nécessaires pour l'érection d'un patinoir Hockey avec auditoire, d'y ériger une ou des bâtisses conve-

Walter C. Hagar, agent, William C. Hodgson, clerk, Charles A. Hodgson, merchant, Charles M. Hart, clerk, F. William Molson, brewer, E. Goff Penny, member of parliament, James George Ross, accountant, William G. Ross cashier, William P. Slessor, merchant, Andrew Shearer, contractor, Amos Cowen, contractor, George H. Smithers, stock broker, William J. Turpin, stock broker, James C. Wilson, manufacturer, James Walker, hardware merchant, David Angus, silversmith, Russell Bowie, clerk, William Blacklock, storage merchant, William Boulling, jr., freight agent, William H. Ball, instructor, Thomas Beilby, commercial traveller, William Bramly, manufacturer, E. Herbert Brown, secretary-treasurer, James D. Cameron, advocate, Charles M. Cameron, clerk, Thomas H. Christmas, manager, Allan Cameron, jr., clerk, Herbert G. Collins, clerk, Robert J. Douglas, book-keeper, Maurice Davis, manufacturer, Albert Demers, Cajetan Dufort, architect, William O. H. Dodds, cashier, Robert E. Elliott, clerk, William Fenwick, book-keeper, Alfred G. Gardner, agent, David T. Gillellan, clerk, C. H. Goulden, hatter, Andrew H. Gault, gentleman, William R. Granger, manager, Frederick W. Gross, manufacturer, James R. Gordon, merchant, James E. Gatehouse, clerk, John W. Graham, clerk, Arthur Harries, manager, Robert Henders, agent, Henry Hill, chemist, Henry W. Hill, clerk, John T. Hager, manager, Ernest Hutchison, book-keeper, Robert Jones, clerk, Robert J. Inglis, merchant-tailor, Alfred Lighthead, cashier, John Lewis, chemist, Fred. R. Larmonth, broker, Gordon A. Melville, caterer, James Morrison, mason, Walter L. Moran, clerk, George H. Munroe, trader, Alexander A. Munroe, trader, David W. McLaren, merchant, William B. T. MacAuley, master, Wilmer T. McLaurin, merchant, Lewis B. McFarlane, superintendent, Thomas R. McArthur, merchant, Robert D. MacPhail, William M. Northey, clerk, Arthur E. Peel, builder, Joseph Pont, trader, William Patterson, tailor, Louis Rubenstein, merchant, Israel Rubenstein, manufacturer, Jacob Rubenstein, manufacturer, Henry C. Russell, clerk, Alexander S. Robertson, hatter, William T. Rodden, Duncan Robertson, agent, Lazarus Rubenstein, manufacturer, Robert W. Rough, caterer, Arthur W. Adams, clerk, W. George Ayling, clerk, J. Stafford Bishop, clerk, John D. Baile, merchant, Patrick Dubee, clerk, Lorne Edgar, clerk, Alfred D. Kyle, merchant, A. Thomas Lane, clerk, Henry F. Millar, clerk, Frederick G. Pendleton, clerk, William B. S. Reddy, notary, Henry C. Scott, stock broker, R. Montgomery Rodden, architect, John H. Robertson, merchant, Richard Steacie, clerk, W. Barclay Stephens, manager, George Sumner, jr., clerk, Arthur L. Sumner, clerk, Rolloh Simpson, clerk, Alexander Scott, confectioner, John E. Shultze, merchant, John Tough, cashier, William C. Wilson, manufacturer, David S. Walker, merchant, Laurence A. Winter, cashier, John Wighton, mason, Arthur L. Willison, clerk, John H. Wallace, stock broker, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

(A) To carry on in the province of Quebec, and particularly in the city of Montreal and town of Westmount, the business of providing a Hockey Rink and Auditorium, for the holding of hockey matches, masquerades and such other similar winter sports, and of band concerts, summer opera, vaudevilles, summer garden, horse shows, conventions, exhibitions, bazars or such other or like entertainments of a similar character ;

(B) Of building, constructing, establishing, purchasing, acquiring, selling, leasing or operating all buildings or building as may be necessary to accomplish the premises ;

(C) Of leasing, buying, acquiring such real estate as may be requisite for the erection of a Hockey Skating Rink and Auditorium, and the erection

nables, les vendre, ainsi que les matériaux ou en disposer, les aliéner, les affecter ou les hypothéquer, emprunter de l'argent sur bons ou autrement sur la propriété de la dite compagnie pour tel temps et à tel intérêt que les directeurs jugeront à propos : vendre la dite propriété ou en disposer ; après telle vente ou disposition d'en acquérir d'autres à la place ;

(D) De louer la dite bâtisse ou bâtisses de la dite compagnie à une ou plusieurs personnes ou à une ou plusieurs compagnies ;

(E) D'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, sous le nom de "The Montreal Arena Company," avec un fonds social de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), divisé en sept mille (7,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de décembre 1898.

J. E. ROBIDOUX,

4479

Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné, que en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de novembre courant, constituant en corporation Théotime Bonhomme, manufacturier ; Henri Bourassa, membre du Parlement ; Henri Vincent, comptable ; A. Samuel Lauzon, marchand ; J. Séraphin Bock, contremaître ; tous de Papineauville, pour les fins suivantes : exploitation et commerce des bois de charpente et de sciage, des bois préparés, des bardeaux, du bois de corde, manufacture et commerce des boîtes à fromage et des tinettes à beurre, commerce de toutes machines, articles et effets nécessaires à la fabrication du fromage et du beurre. Fabrication, exploitation et commerce de beurre et fromage ; fabrication, exploitation et commerce de la pulpe de bois, sous le nom de "Compagnie Industrielle de Papineauville", avec un fonds social s'élevant en totalité à vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de novembre 1898.

J. E. ROBIDOUX,

4463

Secrétaire provincial.

ERRATUM.—Dans les Nos. du 26 novembre et du 3 décembre 1898—annulation de ventes—il faut lire : canton Ashford au lieu de canton Ashburton. 4481

## Demandes à la Législature

### AVIS

Avis public est par les présentes donné que Henri Bourassa, de Papineauville, dans le district d'Ottawa, député aux communes du Canada, s'adressera au parlement de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre le dit Henri Bourassa au nombre des avocats de cette province, après avoir subi son examen à la pratique de cette profession.

ALBERT MALOUIN,

Procureur du requérant.

Québec, 3 décembre 1898.

4483

### AVIS

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de pré-

theorum of suitable buildings or a building, and of selling the same, or of the materials thereof, or disposing of : or of alienating, mortgaging or hypothecating the same, and of borrowing money on bonds or otherwise on the property of said company for such time and at such interest as the directors shall see fit : and of selling or disposing of said property, and after such sale or disposition of acquiring other in the place thereof :

(D) Of leasing or renting the said building or buildings of said company to such person or persons or company, or companies ;

(E) Of exercising all the powers of the Joint Stock Companies Acts and Amendments by the name of "The Montreal Arena Company," with a total capital stock of thirty-five thousand dollars (\$35,000.00), divided into seven thousand (7,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of December, 1898.

J. E. ROBIDOUX,

4480

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November instant, incorporating Théotime Bonhomme, manufacturer ; Henri Bourassa, member of Parliament ; Henri Vincent, accountant ; A. Samuel Lauzon, merchant ; J. Séraphin Bock, foreman, all of Papineauville, for the following purposes : to deal in timber and sawn lumber, prepared wood shingles, cardwood, making and dealing in cheese boxes, and butter tubs, dealing in all kinds of machines, articles and objects required for making cheese and butter. The fabrication, preparation and dealing in butter and cheese ; the fabrication, preparation and dealing in wood pulp, under the name of the "Papineauville Industrial Company", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of November, 1898.

J. E. ROBIDOUX,

4464

Provincial secretary.

ERRATUM.—In the numbers of the 26th November and 3rd December, 1898—cancellation of sales—read : township Ashford instead of township Ashburton. 4482

## Applications to the Legislature

### NOTICE.

Public notice is hereby given that Henri Bourassa, of Papineauville, in the district of Ottawa, member for the House of Commons of Canada, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit the said Henri Bourassa among its members, after passing the requisite examination.

ALBERT MALOUIN,

Attorney for the petitioner.

Quebec, 3rd December, 1898.

4484

### NOTICE

The Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an authorization to levy an assessment on

lever une répartition sur les francs-tenanciers catholiques de la dite paroisse, conformément aux résolutions des francs-tenanciers, en date du 27 février 1898 et du 8 d'août 1898, cette répartition devant comprendre et annuler celle qui existe aujourd'hui.

M. AUCLAIR,  
Curé.

G. LÉVEILLÉ,  
Marguillier compt.  
Montréal, 28 novembre 1898. 4475

the catholic freeholders of the said parish, pursuant to the resolutions of the freeholders, dated the 27th of February, 1898, and the 8th of August, 1898, such assessment to comprise and annul the one now existing.

M. AUCLAIR,  
Parish priest.

G. LEVEILLÉ  
Churchwarden and accountant.  
Montreal, 28th November, 1898. 4476

### Avis de Faillites

Dans l'affaire de E. C. Barrow, courtier, de Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, payable le ou après le 20 décembre courant.

Toute opposition au dit bordereau de dividende devra être produite devant moi avant la dite date.

A. GABOURY,  
Curateur.

98, rue Saint-Pierre.  
Québec, 3 décembre 1898. 4467

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
L. A. Wilson, Demandeur ;

vs.

J. B. Charest, hôtelier, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 25ième jour de novembre 1898, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
Montréal, 25 novembre 1898. 4469

In re Arthur Bergeron, Québec, Insolvable.

Avis public est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 17 courant.

D. ARCAND,  
Curateur.

Québec, 3 décembre 1898. 4471

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Maranda & Pagé, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 25 novembre 1898, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,  
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 25 novembre 1898. 4473

Canada, }  
Province de Québec. } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Whitehead & Turner, Réquérant Cession ;  
et

Frs. Normand, de Asbestos, marchand, Débiteur.

Avis est par le présent donné que Frs. Normand, de Asbestos, marchand, le 29ième jour de novembre 1898, a fait cession de ses biens pour le béné-

### Bankrupt Notices

In the matter of E. C. Barrow, broker, of Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable on or after the 20th December instant.

Any opposition to the said dividend sheet must be produced before the said date to.

A. GABOURY,  
Curator.

98, Saint Peter street.  
Québec, 3rd December, 1898. 4468

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
L. A. Wilson, Plaintiff ;

vs.

J. B. Charest, hotelkeeper, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 25th day of November, 1898, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed in my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.

No. 1598 and 1608, Notre Dame street.  
Montreal, 25th November, 1898. 4470

In re Arthur Bergeron, Québec, An insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 17th instant.

D. ARCAND,  
Curator.

Québec, 3rd December, 1898. 4472

Province of Québec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Maranda & Pagé, Québec, Insolvents.

Notice is hereby given, that in virtue of a judgment of the honorable judge, dated the 25th November, 1898, I have been appointed curator to the property of the said insolvents.

The creditors of the said insolvents are required to file their claims at my office, within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Québec, 25th November, 1898. 4474

Canada, }  
Province of Québec. } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }

Whitehead & Turner, Petitioners for assignment ;  
and

Frs. Normand, of Asbestos, merchant, Debtor.

Notice is hereby given that Frs. Normand, of Asbestos, merchant, did, on the 29th day of November 1898, make an assignment of his property for

fic de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François.

RICHARD TURNER,  
Gardien-provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,  
48, rue Saint-Pierre, Québec. 4465

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 48*

ANNONCEURS — Avis aux :—Concernant avis, etc., 2295.

BILLS PRIVÉS, P. F. :—Avis au sujet des :—Chambre des Communes ; Sénat et Chambre des Communes ; Sénat, 2299, 2300.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative ; Conseil législatif, 2300, 2301.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Henri Bourassa à la pratique du droit ; Amender charte de la Montreal Protestant House of Industry and Refuge ; Amender la charte de la cité de Sherbrooke ; Amender la charte de la corporation de la ville de Victoriaville ; Amender l'acte d'incorporation de la Stadacona Water, Light and Power Coy ; Dame Labbé *ès-qualité* ; De la People's Telephone Coy de Sherbrooke pour amender et obtenir de nouveaux pouvoirs ; Eriger en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford ; Incorporer East Angus en corporation de ville ; La Cie Canadienne d'Aqueducs et de force motrice ; La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal ; L'Union des monteurs de Montréal, 2304, 2305, 2306, 2307, 2328.

ERRATA :—Canton Ashford ; Canton Daxton, 9e rang, 2304, 2328.

FAILLIS — Barrow ; Bergeron ; Charest ; Denis Frères ; Girard & Laforest ; La Cie Gle d'Importation du Canada ; Lamy ; Maranda & Pagé ; Normand ; Winter, 2311, 2329.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—The Abenakis Spring Hotel Coy ; The Canada Hardware Coy (Limited), 2310.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—Association Athlétique d'Amateurs Le Montagnard ; Compagnie industrielle de Papineauville ; Montreal Arena Coy, 2297, 2326, 2327, 2328.

NOMINATIONS :— *Commissaires d'écoles* :—Beauce ; Nicolet ; Portneuf, 2296.

*Conseiller législatif* :—Division de Bedford, 2295.

*Conseiller municipal* :—Saint-Thomas d'Aquin, 2295.

*Membres du conseil d'hygiène* :—Province de Québec, 2326.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, dépêche des affaires, 2296.

RÈGLE DE COUR :—Lemieux vs Bedard *et al*, 2312.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Brossard vs Lefebvre ; Cardinal vs Boulanger ; Charpentier vs Allard ; Choquette vs Martel ; Delorme vs Leduc ; Fraser vs Wade ; Giguère vs Guilbault ; Grégoire vs Gauthier ; Haines vs Barclay ; Lague vs Messier ; Martel vs Vignault ; Préfontaine vs Lanthier, 2308, 2309.

the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court in the district of Saint Francis.

RICHARD TURNER,  
Provisional guardian.

Lefavre & Taschereau's office,  
48, Saint Peter street, Quebec. 4466

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 48*

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 2295.

PRIVATE BILLS, F. P. :—Notice respecting the :—House of Commons ; Senate and House of Commons ; Senate, 2299, 2300.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notice Respecting the :—Legislative Assembly ; Legislative Council, 2300, 2301.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Henri Bourassa to the practice of law ; To amend charter of the Montreal Protestant House of Industry and Refuge ; To amend charter of the city of Sherbrooke ; To amend charter of the corporation of the town of Victoriaville ; To amend the act of incorporation of The Stadacona Water, Light and Power Coy ; Dame Labbé, *ès-qualité* ; From the People's Telephone Coy of Sherbrooke to amend and obtain increase powers ; To erect into a separate municipality the parish of Saint Elie d'Orford ; To organizing East Angus in town corporation ; The Canadian Water & Power Coy ; "La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi" ; "Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal" ; The Moulders' Union of Montreal, 2304, 2305, 2306, 2307, 2328.

ERRATA :—Township Ashford ; Township Caxton, 9th range, 2304, 2328.

INSOLVENTS :—Barrow ; Bergeron ; Charest ; Denis Bros ; Girard & Laforest ; La Cie Gle d'Importation du Canada ; Lamy ; Maranda & Pagé ; Normand ; Winter, 2311, 2329.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—The Abenakis Spring Hotel Coy ; The Canada Hardware Coy (Limited), 2310.

LETTERS PATENTS GRANTED :—Association Athlétique d'Amateurs Le Montagnard ; Papineauville industrial Coy ; Montreal Arena Coy, 2297, 2326, 2327, 2328.

APPOINTMENTS :— *School commissioners* :—Beauce ; Nicolet ; Portneuf, 2296.

*Legislative councillor* :—Division of Bedford, 2295.

*Municipal councillor* :—Saint Thomas d'Aquin, 2295.

*Members of hygiene council* :—Province of Quebec, 2326.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, despatch of business, 2296.

RULE OF COURT :—Lemieux vs Bedard *et al*, 2312.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Brossard vs Lefebvre ; Cardinal vs Boulanger ; Charpentier vs Allard ; Choquette vs Martel ; Delorme vs Leduc ; Fraser vs Wade ; Giguère vs Guilbault ; Grégoire vs Gauthier ; Haines vs Barclay ; Lague vs Messier ; Martel vs Vignault ; Préfontaine vs Lanthier, 2308, 2309.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :—Dames Achin vs Briault ; Griffith vs Hicks ; Sweeney vs Sylvester ; Taylor vs Clarke, 2307, 2308.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Ashburton ; Aumond ; Egan ; Forsyth ; Howard ; Joly ; Lafontaine ; Montminy ; Patton ; Sicotte ; Winslow, 2297, 2298, 2299.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Breton vs Landry *et al.* ; Cormier vs Huberdeau ; McCaig vs Dme Kennedy *et vir* 2312, 2313.

BEAUCE :—Dme Grenier vs Poulin ; Taschereau *et al* vs Drouin, 2313, 2314.

BEAUCHARNOIS :—Dme Huberdeau vs Dme Huberdeau, 2314.

MONTREAL :—Belanger vs Maisonneuve ; Brosard *et al* vs Dorval ; Dufault vs Vebert *ès-qual.* ; Hastings vs Goodrick *et al* ; Normandin vs Mouncey ; Pauze *et al* vs Guertin ; The Thomas Davidson Manufacturing Coy vs Semmelhaac, 2314, 2315, 2316, 2317.

OTTAWA :—Canada Industrial Coy vs Burdett *et al* ; Milks vs Mullen, 2318.

QUÉBEC :—Dme Garneau vs Gosselin ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Pelletier ; Tessier *et al* vs Leclerc, 2319, 2320.

RICHELIEU :—La Cie des moulins à bois Tourville vs Roy, 2320.

RIMOUSKI :—Dme Têtu vs Poirier ; La Fonderie de Plessisville vs Hudon, 2321.

SAINT-FRANÇOIS :—Thomas vs Munns *et al* ; Vézina *et al* vs Brulotte, 2322.

SAINT-HYACINTHE :—Hingston vs Major, 2323.

TERREBONNE :—Dme Bruchési *et vir* vs Lefebvre *ès-qual.* ; Dme Lapierre *ès-qual.* vs Pilon ; Dme Wood *et vir* vs Verdon ; L. de Bellefeuille *et al* vs Rocquin ; Prevost vs Dme Wheeler *et al*, 2323, 2324, 2325.

TROIS-RIVIÈRES :—Panneton vs Gelinas ; Olivier vs Beauchesne, 2325, 2326.

SEPARATIONS FROM BED AND BOARD :—Dames Achin vs Briault ; Griffith vs Hicks ; Sweeney vs Sylvester ; Taylor vs Clarke, 2307, 2308.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Ashburton ; Aumond ; Egan ; Forsyth ; Howard ; Joly ; Lafontaine ; Montminy ; Patton ; Sicotte ; Winslow, 2297, 2298, 2299.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Breton vs Landry *et al* ; Cormier vs Huberdeau ; McCaig vs Dme Kennedy *et vir*, 2312, 2313.

BEAUCE :—Dme Grenier vs Poulin ; Taschereau *et al* vs Drouin, 2313, 2314.

BEAUCHARNOIS :—Dme Huberdeau vs Dme Huberdeau, 2314.

MONTREAL :—Belanger vs Maisonneuve ; Brosard *et al* vs Dorval ; Dufault vs Vebert *ès-qual.* ; Hastings vs Goodrick *et al* ; Normandin vs Mouncey ; Pauze *et al* vs Guertin ; The Thomas Davieson Manufacturing Coy vs Semmelhaac, 2314, 2315, 2316, 2317.

OTTAWA :—Canada Industrial Coy vs Burdett *et al* ; Milks vs Mullen, 2318.

QUÉBEC :—Dme Garneau vs Gosselin ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Pelletier ; Tessier *et al* vs Leclerc, 2319, 2320.

RICHELIEU :—La Cie des moulins à bois Tourville vs Roy, 2320.

RIMOUSKI :—Dme Têtu vs Poirier ; La Fonderie de Plessisville vs Hudon, 2321.

SAINT FRANCIS :—Thomas vs Munns *et al* ; Vézina *et al* vs Brulotte, 2322.

SAINT HYACINTHE :—Hingston vs Major, 2323.

TERREBONNE :—Dme Bruchési *et vir* vs Lefebvre *ès-qual.* ; Dme Lapierre *ès-qual.* vs Pilon ; Dme Wood *et vir* vs Verdon ; L. de Bellefeuille *et al* vs Rocquin ; Prevost vs Dme Wheeler *et al*, 2323, 2324, 2325.

THREE RIVERS :—Olivier vs Beauchesne ; Panneton vs Gelinas, 2325, 2326.

